

La Voix des Communistes



N° 28
1er semestre
2021
2 €

Journal central du **RASSEMBLEMENT ORGANISE DES COMMUNISTES - Marxistes Léninistes**

Pour la construction du Parti Communiste Révolutionnaire du Proletariat de France

AUJOURD'HUI comme HIER en France comme ailleurs



**L'ETAT EMPLOIE LA VIOLENCE
POUR MAINTENIR
LA DOMINATION DU CAPITAL
SUR LES TRAVAILLEURS**

SOMMAIRE

	Page
C'est la lutte politique au sein de la classe ouvrière qui peut créer les conditions de l'émergence d'un véritable parti communiste marxiste-léniniste	4
Rosa Luxemburg au sujet des syndicats.....	10
Violences policières : sortir de la confusion.....	13
Brouiller les pistes entre "droite" et "gauche" n'efface pas l'opposition entre bourgeoisie et prolétariat	16
La classe capitaliste est confrontée à la crise économique La classe ouvrière doit affronter le pouvoir de la bourgeoisie.....	24
Privatisation ADP : Quand la plupart des organisations marxistes-léninistes adoptent une position chauvine.	34
Un point sur la situation au Chili.....	37
Pour réaliser ses intérêts réactionnaires, la Turquie zigzague au milieu des conflits interimpérialistes	38

Le Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes Léninistes (ROCML) est né en 2010 d'un processus d'unification de militants communistes. Les militants ont comme base idéologique la théorie scientifique du marxisme-léninisme. Le PCF s'est écarté de la voie révolutionnaire et a mené les travailleurs à la défaite en trahissant leur cause. Le ROCML se donne pour objectif de participer à la construction d'un parti révolutionnaire pour tous les travailleurs de France. Il diffuse la *Voix des Communistes*, qui est son journal théorique et politique.

CONTACTS

Rassemblement Organisé des
Communistes Marxistes Léninistes

roc.ml@laposte.net

<http://rocml.org/>

Jeunesse Communiste Marxiste Léniniste

<http://rocml.org/jeunes-communistes/>

Images de la page de couverture :

* En 2018-2019, emploi massif de balles de LBD prétendument "défensives" et de grenades dénommées pudiquement "de désencerclement".

* Marseille, octobre 1947, élection d'un maire du RPF de De Gaulle. Augmentation du tarif du tramway. La CGT appelle à un boycott. Des élus communistes sont agressés par le "service d'ordre" du RPF. Des bagarres s'ensuivent. Les frères Guérini, figures de la pègre locale, tirent, un ouvrier est tué. La réaction est puissante : les grands secteurs économiques sont en grève, le 16 novembre on dénombre 75 % de grévistes, le mouvement s'étend à l'ensemble du pays, le 23 novembre on comptabilise plus de 2 millions de grévistes. Au plus fort de la grève, il y aura eu 3 millions de grévistes dans le pays. Le gouvernement agit avec sévérité contre les grévistes et les manifestants (refus de dialogue, successions de mesures antisociales, réquisitions, provocations, révocations de policiers jugés trop timorés face aux manifestants, répression violente, emprisonnement). Le 2 décembre, la grève est générale dans les Bouches-du-Rhône. Violents affrontements avec la police dans le quartier de la Joliette à Marseille. Dans la nuit du 8 au 9 décembre, un jeune travailleur, Sylvain Bettini, est abattu par un tir dans le dos par la police à l'Estaque.

ÉDITORIAL

L'épidémie actuelle qui dure depuis un an en France et dans le monde n'est pas spécifique au mode de production capitaliste, ce n'est pas la première ni ne sera la dernière. Mais le système capitaliste en décuple les conséquences sur l'ensemble de la planète.

Elle met en relief l'incapacité de la classe économiquement et politiquement dominante, la bourgeoisie, à maîtriser la situation. S'imposent la concurrence entre nations, États, et les mensonges.

Pour sauvegarder le mode de production capitaliste l'État assume ouvertement son rôle qui apparaît clairement dans les circonstances actuelles : il agit comme pôle organisateur et coordinateur de l'exploitation des travailleurs que mettent en œuvre les entreprises. L'argent se déverse à flots vers les grandes entreprises et monopoles. Toutes les mesures prises sont destinées à sauvegarder l'essentiel, sauver le capital, quitte à sacrifier des couches entières de la petite bourgeoisie (petits commerçants, restaurateurs ...). Il faut dire que les divergences d'intérêts présentes parmi les capitalistes eux-mêmes contribuent à compliquer l'exercice du pouvoir par l'État.

Devant les résistances qui s'organisent, l'État utilise la répression, les tant décriées violences policières, qui sont en fait violence d'État et non pas violence de policiers « voyous ». Aucune « réforme » de la police ne changera rien à cette réalité. L'article « violences policières, sortir de la confusion » traite de ce sujet.

L'État n'incarne pas l'État providence tel qu'il a pu en prendre l'apparence ici et là dans certaines circonstances historiques - comme en France après la Deuxième Guerre mondiale - mais un État de classe, l'État de la classe dominante; il ne peut être réformé ou amélioré, quel que soit le personnel politique qui exerce le pouvoir. Les travailleurs, quand ils prendront conscience de la nature fondamentale de l'État, sauront qu'ils n'ont pas d'autre choix que de l'abattre et d'édifier à sa place leur propre État débarrassé des politiciens de tous bords.

Mais cela, ils ne peuvent le faire que s'ils se constituent en force politique indépendante de toutes les autres classes et couches de la société, en un parti politique communiste porté par la théorie et l'idéologie du prolétariat.

En l'absence d'un tel parti, nombre de militants politiques et syndicalistes combattifs veulent faire jouer ce rôle au syndicat CGT, mais un syndicat a ses limites - un extrait d'un article de Rosa Luxembourgeois les explique.

Les véritables communistes doivent prendre en main cette tâche d'organisation de la classe ouvrière. Ils doivent comprendre la situation de la classe ouvrière, sa force et ses faiblesses politiques et idéologiques et mener une politique basée sur l'analyse de cette situation. Le premier article de ce journal examine cette question.

Aujourd'hui le système capitaliste a terminé son rôle historique. Il doit céder la place à un système supérieur, le mode de production communiste. L'intérêt des travailleurs, de la survie de l'humanité et de la planète exige que cette relève soit imposée à la classe capitaliste qui s'efforce de perpétuer son existence et son pouvoir.

C'est la lutte politique au sein de la classe ouvrière qui peut créer les conditions de l'émergence d'un véritable parti communiste marxiste-léniniste

Lutte de classe

Depuis l'apparition du système capitaliste, les travailleurs ont sans cesse été amenés à lutter pour défendre leurs intérêts contre l'exploitation qu'ils subissent dans cette société. Mais pour atteindre leur libération complète ils doivent déployer leurs forces en tenant compte de certains aspects incontournables.

Les capitalistes dominent économiquement en tant que classe exploiteuse, et politiquement par le fait que l'État assure le pouvoir de la bourgeoisie au détriment de la classe ouvrière. La lutte à mener est donc une lutte politique qui doit prendre un caractère radical, enraciné dans la classe ouvrière elle-même, indépendant de toutes les forces politiques liées aux autres classes et couches de la société, de la bourgeoisie au pouvoir évidemment, mais aussi de la petite bourgeoisie.

Seule l'affrontement politique direct et déterminé de la classe ouvrière contre la classe capitaliste, dans une perspective de destruction des rapports de production capitalistes, pourra conduire à la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, et éliminer tous les maux qui apparaissent comme des "injustices", que la bourgeoisie maintient grâce à son pouvoir (politique, économique et social). C'est l'État bourgeois qu'il faut abattre, qui englobe la bureaucratie, l'Assemblée nationale, la police, la justice, l'armée, la prison, l'école telle qu'elle est façonnée, et on peut ajouter les "media" en tant qu'instrument de propagande. Cet État est le principal pilier de la domination de la bourgeoisie.

L'État est le produit et la manifestation de ce fait que les contradictions de classes sont inconciliables. L'État surgit là, au moment et dans la mesure où, objectivement, les contradictions de classes ne peuvent être conciliées [1].

La contradiction entre travail et capital se manifeste quotidiennement de façon évidente dans la vie politique et économique. Les intérêts généraux de la bourgeoisie dans son ensemble sont à l'opposé des intérêts du prolétariat, il s'agit d'une contradiction inconciliable entre les deux classes fondamentales de la société. Il s'en suit que la lutte est inévitable entre ces deux classes. Mais l'action de la classe ouvrière n'est pas d'office révolutionnaire. La classe ouvrière ne sera révolutionnaire que dans la mesure où elle agit directement et jusqu'à la victoire pour la conquête du pouvoir. Tant que la classe ouvrière

n'a pas instauré son propre pouvoir d'État, les résultats de sa lutte seront sans cesse remis en question par le capital.

Cette réalité n'empêche pas que des contradictions parfois violentes peuvent éclater aussi entre les diverses fractions de la bourgeoisie, et que des couches particulières comme la petite bourgeoisie peuvent se montrer mécontentes. Autre caractéristique qui a son importance, dans la société capitaliste aucune classe sociale n'est homogène et stable. Ainsi les vagues de prolétarianisation changent la composition de la classe ouvrière, de même que celle des couches intermédiaires entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Les conflits alimentés par ces facteurs tendent à leur-rer les travailleurs et à les empêcher de compter sur leurs propres forces. Certains attendent des solutions chez des candidats "alternatifs" au gouvernement, d'autres se retournent vers des "opposants" aux slogans "antisystème" flous qui s'appuient sur des cliques parmi la bourgeoisie ou la petite bourgeoisie. Sous un autre aspect la confusion régnante se manifeste par le fait qu'un grand éventail de luttes de toutes sortes se produisent sans que la classe ouvrière, par l'intermédiaire d'organisations et associations politiques, soit capable de se fixer un axe clair pour se concentrer sur ses objectifs propres prioritaires. De multiples appels invitent le "peuple" à manifester en faveur de divers mots d'ordre, et "tout le monde" est censé participer. Pourtant, la réflexion n'est pas toujours abordée comme il le faudrait, pour savoir dans quelle mesure l'intérêt du prolétariat est en jeu, et non pas celui d'une quelconque composante mécontente de ce "peuple", laquelle tente de tirer la couverture vers soi.

CRÉONS UNE SITUATION OÙ L'OPINION MAJORITAIRE SE TRANSFORME EN MOUVEMENT MAJORITAIRE

info'com-cgt

"Opinion majoritaire", "opinion publique", "faiseurs d'opinion" - escamotage des positions de classe.

Tout cela est l'expression du fait qu'en l'état actuel des choses la classe ouvrière n'a pas son propre pro-

gramme politique et est politiquement à la remorque des couches petites-bourgeoises, parfois même derrière la grande bourgeoisie.

Nous sommes donc loin de ce que Lénine souligne comme tâche fondamentale du prolétariat :

[...] la crise révolutionnaire reste inévitable. [...] Cette situation dicte au prolétariat des tâches tout à fait précises et rigoureusement déterminées. Étant la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout dans la société moderne, il doit diriger, il doit s'assurer l'hégémonie dans la lutte [...] de tous les travailleurs et exploités contre les oppresseurs et exploités. Le prolétariat n'est révolutionnaire que dans la mesure où il a conscience de cette idée d'hégémonie et qu'il la traduit dans les faits [2].

Le développement de la lutte de la classe ouvrière ne peut aller de l'avant de façon décisive tant que subsistent des illusions sur le caractère de l'État et des forces politiques. Durant les dernières décennies ces illusions ont pesé à plusieurs occasions importantes sur le mouvement ouvrier et aussi en rapport avec des mobilisations interclassistes.

Le réformisme, une manifestation tenace des incompréhensions au sujet de la nature de l'État

Dans tous ces mouvements on trouve un point commun : les visions erronées au sujet du caractère de l'État et des forces politiques. Étant donné que la classe ouvrière n'a pas édifié son propre parti, il est inévitable qu'elle soit sous l'influence des différents partis politiques bourgeois. Du côté de ce qu'on classifie comme "à gauche", il s'agit principalement d'orientations réformistes. Le PS, affaibli, joue encore un rôle important (notamment à travers la CFDT, l'UNSA). L'influence du Rassemblement National (ex-FN) s'exerce principalement parmi les couches petites-bourgeoises, mais très peu au sein de la classe ouvrière; elle peut être structurée dans certains secteurs, en province elle passe plutôt par le biais des idées que propage le RN.

Lénine explique (italiques dans l'original) :

Plus le capitalisme d'un pays donné sera développé, plus pure y sera la domination de la bourgeoisie, plus large la liberté politique, plus vaste sera le champ d'application du "dernier-né" des mots d'ordre bourgeois : les réformes *contre* la révolution, le rafistolage d'un régime condamné afin d'affaiblir et de diviser la classe ouvrière, de main-

tenir le pouvoir de la bourgeoisie *contre* le renversement révolutionnaire de ce pouvoir [3].

Il souligne ainsi que la prédominance du réformisme comme arme appliquée par la bourgeoisie est directement associée au degré avancé atteint par le capitalisme **ainsi qu'à l'ampleur des libertés politiques. En France actuellement le capitalisme est assurément développé au plus haut point; quant aux libertés politiques, elles le restent encore, relativement. Aujourd'hui, cette réflexion de Lénine est tout à fait d'actualité. Elle éclaire les désaccords des communistes marxistes-léninistes d'avec les réformistes et les courants petit-bourgeois au sujet du pouvoir de la bourgeoisie et de la prise du pouvoir par le prolétariat. De nos jours la grande bourgeoisie utilise de moins en moins la voie réformiste, mais entre la bourgeoisie et le prolétariat s'est créée une vaste couche intermédiaire qui adhère aux conceptions réformistes et utopiques.**

La lutte politique de la classe ouvrière ne renie pas la lutte contre toutes les injustices y compris au-delà des travailleurs. Mais le réformisme occulte toute notion de **classe, d'esprit d'avant-garde** de la classe ouvrière, il fait oublier le rôle du parti communiste - en tout cas, sur le fond, même si en paroles les apparences sont parfois préservées.

La propagande/agitation politique est quasiment inexistante dans la classe ouvrière depuis longtemps, mises à part les campagnes électorales en faveur de tel ou tel parti. Les difficultés de la vie, les souffrances **n'ont pas été éclairées comme conséquences du mode de production capitaliste. Les multiples problèmes que nous subissons, tels que la gestion des crises économiques, la question des travailleurs sans papiers, le racisme, etc., sont perçus comme résultats de l'incompétence de gestionnaires, de la méchanceté, l'avidité, la soif de pouvoir. Le lien entre politique et économie, le caractère délibéré, planifié, des mesures appliquées dans l'intérêt de la classe capitaliste, ne sont pas expliqués aux travailleurs avec des analyses de fond. Quand la bourgeoisie mène des attaques contre la classe ouvrière, les forces politiques réformistes propagent leur vision trompeuse qui prétend que le salut pour les travailleurs réside dans la défense de la "République". Selon eux, le problème essentiel serait le maintien de la "démocratie", dont l'exercice permettrait aux travailleurs de faire prévaloir leurs aspirations.**

Quand les capitalistes décident de délocaliser ou supprimer des activités, les revendications possibles du point de vue des luttes syndicales sont forcément limi-

tées : une "sauvegarde" d'une partie des postes visées, une "amélioration" des conditions de licenciement (le mot d'ordre "interdiction des licenciements" n'est que verbiage pseudo-radical). Pour aller dans un sens révolutionnaire l'action doit se situer sur le terrain politique proprement dit, ce qui au stade actuel de la lutte de classe signifie d'expliquer les facteurs fondamentaux qui motivent les actes appliqués par les capitalistes.

Les "privatisations", les régimes de retraite et de sécurité sociale, le code du travail, les lois "sécurité globale", l'interdiction des actions des étudiants au sein de l'université, les mesures contre la crise sanitaire : pour faire avancer la volonté et la capacité de lutte des travailleurs, il faut expliquer tous ces faits à la lumière du fonctionnement (dysfonctionnement) du capitalisme, des orientations des partis politiques de la bourgeoisie, des conflits en leur sein, et des rivalités entre eux.

Prenons la question de la lutte contre chômage : c'est une utopie de laisser croire aux travailleurs qu'il est possible de résoudre le problème en revendiquant une réduction du temps de travail à 32 heures par semaine. On a déjà une expérience concrète, le passage aux 35 heures. Le capital a adapté les cadences de production, le nombre de chômeurs n'a pas changé pour l'essentiel, en revanche la bourgeoisie a élargi le travail précaire.

On peut donner encore un autre exemple : la lutte contre la modification du code du travail. Elle a montré une chose très clairement : un mouvement défensif obtient peu de chose, loin d'une victoire réelle. La lutte économique revendicative ne remet nullement en cause la société capitaliste en tant que telle. Et quand cette lutte est menée sans être liée au renforcement, par les communistes, de l'organisation de la classe ouvrière, le mouvement garde le caractère de réactions spontanées sans perspective.

Les communistes marxistes-léninistes ne sont ni sectaires, ni utopistes. Ils partent du constat que les capitalistes n'investissent que là où des profits - de préférence élevés - sont en vue. Face à cela sont légitimes et nécessaires les luttes qui visent à améliorer les conditions de vie et de travail des travailleurs. Mais nous savons aussi, et l'histoire le montre, que toutes les grandes conquêtes sont le fruit de la lutte ouvertement politique, et aussi que dans la société capitaliste aucun droit ou "acquis" n'est durable.

Arrivé à ce stade de notre propos il nous faut éclairer ce qu'on entend par "politisation". Certaines forces politiques parlent eux-mêmes de politisation, mais se gar-

dent d'attribuer un rôle politique propre à la classe ouvrière. Or la politique au-dessus des intérêts de classe déterminés n'existe pas. Nous luttons pour que la classe ouvrière s'organise en tant qu'une classe politiquement indépendante de toutes les forces bourgeoises et petites bourgeoises. Pour que cela se réalise, la lutte pour construire un véritable parti communiste est incontournable. Elle passe par un travail au sein de la classe ouvrière. Tant que celle-ci se cantonne dans une lutte économique ou syndicale (professionnelle), sa politisation sera impossible. Et la lutte politique de la classe ouvrière ne peut pas se limiter à la simple critique de la société capitaliste, mais a pour objectif de renverser le capitalisme.

Pour s'organiser, la classe ouvrière doit se défaire de toutes les illusions qui l'influencent. Mais elle ne peut le faire sans prendre en compte son expérience qui grandit et se développe dans la lutte. On ne peut pas éduquer la classe ouvrière dans une école. La classe ouvrière s'éduque à travers sa propre expérience.

Les hommes ont toujours été et seront toujours en politique les dupes naïves des autres et d'eux-mêmes, tant qu'ils n'auront pas appris, derrière les phrases, les déclarations et les promesses morales, religieuses, politiques et sociales, à discerner les intérêts de telles ou telles classes. Les partisans des réformes et améliorations seront dupés par les défenseurs du vieil ordre de choses, aussi longtemps qu'ils n'auront pas compris que toute vieille institution, si barbare et pourrie qu'elle paraisse, est soutenue par les forces de telles ou telles classes dominantes. Et pour briser la résistance de ces classes, il n'y a qu'un moyen : trouver dans la société même qui nous entoure, puis éduquer et organiser pour la lutte, les forces qui peuvent - et doivent de par leur situation sociale - devenir la force capable de balayer le vieux et de créer le nouveau [4].

Quel avenir pour la lutte de classe

Nous avons brossé un aperçu de l'état de la classe ouvrière, et des difficultés de la lutte ainsi que de leurs racines.

Plus personne ne nie que la société est en proie d'une crise globale. La crise sanitaire est une conséquence du fonctionnement de la société capitaliste qui ne répond pas aux besoins de l'humanité, et elle accélère et aggrave la crise économique dont les symptômes étaient déjà en route. Cette situation de crise implique fatalement un aiguisement de la lutte de classe. Des luttes à caractère de

plus en plus massif ne manqueront pas d'éclater. Contre ces luttes, la bourgeoisie sera contrainte d'utiliser de plus en plus la violence, en suivant la tendance déjà entamée depuis quelques temps.

Depuis plusieurs décennies, les travailleurs commencent à ressentir eux-mêmes le décalage grandissant entre le caractère relativement timide - sauf quelques soubresauts momentanés - de leur façon de s'organiser et d'agir, et la sévérité des attaques menées par la bourgeoisie. Le mouvement ouvrier en France a une longue histoire, une expérience basée à la fois sur des époques éloignées et les périodes récentes. Peu à peu, les travailleurs s'efforcent à mieux s'adapter en tâtonnant, à déterminer des objectifs, des cibles, des méthodes pour que leurs luttes puissent être porteuses de résultats. Une des principales sources d'hésitation réside dans la distinction entre action revendicative syndicale et lutte politique. Selon une vision répandue, entretenue par les employeurs, les syndicats ne devraient pas "faire de la politique". Or les travailleurs doivent justement s'affranchir de cette règle, non fondée, dont le respect les tient à l'écart du terrain de lutte fondamental : celui d'affrontement non pas simplement avec les directions d'entreprise - qui, hypocritement, peuvent s'abriter derrière leur statut formel de salarié - mais avec les détenteurs des capitaux qui, eux, se placent bel et bien sur le terrain politique en association étroite avec l'État.

La classe ouvrière est divisée, idéologiquement, politiquement et syndicalement. Plusieurs courants politiques ou groupes agissent dans le domaine syndical. Il y a ceux qui coopèrent ouvertement avec le gouvernement. D'autres se placent avec plus ou moins de détermination du côté de la défense des intérêts des travailleurs. Néanmoins les dirigeants des centrales syndicales sont exposés à des critiques, parfois à juste titre. Cependant, au-delà du rôle négatif que peuvent jouer des responsables syndicaux, les difficultés du mouvement ouvrier sont plus profondes.

Nous devons chercher à mettre en œuvre l'unité dans l'action revendicative au sein de la CGT, ensemble avec des militants ayant des positions politiques diverses. Mais le cadre syndical impose d'emblée des limites à la portée de cette unité, aussi large qu'elle soit. Il ne peut s'agir que de défendre les conditions de travail et de vie des travailleurs, de reconquérir ou, mieux, élargir des droits en faveur de la classe ouvrière (retraite, représentativité au sein d'entreprise : CE, DP et CHSCT). Certes, ce sont des tâches importantes qui jouent un rôle de levier pour la lutte en dehors des syndicats. Mais il n'y a rien de révolutionnaire dans tout cela.

Et malgré la richesse de l'histoire du mouvement syndical, celui-ci n'est pas en mesure d'accumuler l'expérience résultant de chaque lutte, d'en tirer les leçons du point de vue politique. La classe ouvrière n'a jamais été homogène, et le cadre syndical n'est pas adapté pour surmonter cet état de fait. Bien au contraire, il s'adapte à la diversité des situations en perpétuant l'hétérogénéité de l'ensemble. La persistance des approches corporatistes en est une manifestation.

La déchéance du PCF, qui exerçait autrefois une influence politique forte sur la CGT, a jeté dans le désarroi nombre de militants de cette confédération. Le vide laissé a fait apparaître une attitude consistant à faire comme si les syndicats pouvaient reprendre directement le relai. C'est une position à la fois anarchosindicaliste et également réformiste. On attend du syndicat qu'il aille au-delà de ses possibilités. Certes, selon le principe qu'il faut mettre en œuvre, les syndicats, en tant qu'organisations de la classe ouvrière, ne doivent pas être "apolitiques" mais doivent défendre les objectifs politiques de la classe. Mais on ne peut pas leur demander de prendre la place vacante du parti de classe.



Les luttes revendicatives, la plupart du temps, ont un périmètre circonscrit, dans le cadre d'une entreprise, d'un grand groupe, d'une branche. Certaines luttes peuvent prendre un caractère d'affrontement plus général : concernant le régime de retraite, le code du travail ou la loi de représentativités, etc. Le fait est que ces enjeux concernent l'ensemble des travailleurs, et que l'action revendicative est en l'occurrence dirigée contre le gouvernement qui représente - en principe - les capitalistes dans leur ensemble. Et des luttes comme celles du secteur des transports publics (SNCF, RATP) ont un impact indirect qui leur donne un caractère prolétarien relativement large. Ces luttes font éclore en germe, du moins implicitement, l'opposition directe entre la classe

ouvrière et la classe capitaliste en tant que telles. Même ainsi, le faible développement de la conscience de classe parmi les travailleurs fait que ces actions restent confinées dans une vision politique qui est de fait l'émanation de la bourgeoisie et des couches petites-bourgeoises. Elles sont pour l'instant incapables de se poser l'objectif de renverser le pouvoir politique de la bourgeoisie.

La bourgeoisie pour préserver ses intérêts a à sa disposition tous les rouages de l'État, et utilise sans aucun état d'âme ses forces de répression (police, gendarmes, vigiles, etc.). Dans la dernière décennie elle en a fait un usage intensif, ce qui n'est pas nouveau si on prend en compte le passé à long terme. (Voir dans ce numéro notre article sur la violence d'État.)

Pour y faire face, il manque une organisation qui aurait la capacité d'organiser et de mobiliser la classe ouvrière, à incarner une position politique de classe contre classe à l'échelle nationale. Tant que la classe ouvrière n'arrive pas à développer sa conscience de classe au-delà de l'état actuel, elle ne peut pas dépasser les obstacles qui la divisent pour devenir un acteur politique avec sa propre organisation politique. Construire une véritable force politique au sein de la classe, le parti d'avant-garde de la classe ouvrière, voilà le but des communistes.

La lutte syndicale spontanée face au danger de fermeture d'un lieu du travail, de licenciements, délocalisations, etc., peut inclure des alliances ponctuelles. Mais la voie vers l'unité idéologique et politique - pas n'importe laquelle, mais celle qui doit être la base de ce parti d'avant-garde - est celle d'un travail scientifique qui se développera hors de l'activité syndicale et de la spontanéité du mouvement. Aucune des mobilisations depuis 1995 n'a conduit à atteindre cette unité.

La conscience d'ensemble qui fait défaut à la classe ouvrière ne viendra pas dans la lutte spontanée. On a besoin d'une organisation qui porte la théorie marxiste-léniniste au sein de la classe ouvrière. Sans avoir une théorie scientifique, sans disposer des organisations (parti, syndicat...) de classe indépendantes, le mouvement ouvrier ne peut tirer des leçons de ses luttes. Au bout du compte, seul le parti peut assurer la mémoire de ces luttes.

Cette conscience sera développée dans une lutte à plusieurs dimensions. Une composante importante est la lutte idéologique, qui nous oblige à un travail théorique-politique, pour connaître la nature de la société capitaliste, et montrer l'alternative dans la pratique. Ce n'est pas suffisant de dire que le capitalisme ne répond pas aux besoins de l'humanité. Il faut aussi montrer dans

chaque situation concrète comment la société capitaliste, dans l'intérêt d'une poignée de capitalistes, nous condamne à un avenir sombre. Quelles que soient les merveilles du progrès des sciences, des technologies, des capacités de production matérielles, leur emploi - ou non-emploi - est entièrement déterminé par les capitalistes et leurs représentants politiques, avec comme unique critère l'extorsion de plus-value aux ouvriers et sa transformation en profits. Les catastrophes naturelles, les famines, les épidémies - tout cela ne constitue pour la bourgeoisie que des éléments subordonnés dans leurs calculs autour de l'accumulation du capital.

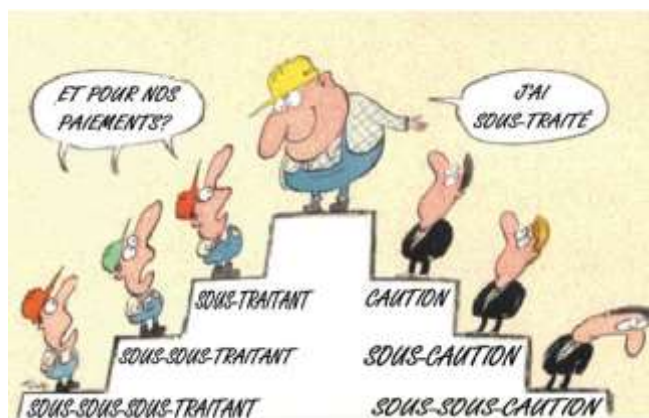
Le parti d'avant-garde de la classe ouvrière en tant que tel n'existe pas actuellement. Mais au sein de la classe, les militants sont nombreux qui pour le moins ont une vision avancée au-delà de la défense élémentaire des conditions de travail et de vie. Il faut construire le lien de ces militants avec le mouvement communiste marxiste-léniniste. Il faut œuvrer à ce que dans la lutte quotidienne ils acquièrent progressivement la capacité de comprendre la voie réelle et pas imaginaire vers une société qui mette fin à l'exploitation de l'homme par l'homme. Il faut intervenir à tous les niveaux, chercher les moyens pour s'organiser politiquement à l'échelle nationale; une organisation purement locale ou formée d'un assemblage de quelques points locaux éparpillés ne peut pas réussir à créer une organisation politique d'ensemble de la classe ouvrière. Cette activité en faveur de la constitution du parti doit aller de pair, en parallèle, avec l'impulsion au sein de la classe ouvrière, des luttes menées par les travailleurs.

Du point de vue théorique, il faut s'appuyer sur une analyse profonde de notre époque impérialiste et du rôle de l'économie impérialiste, de la concurrence entre pays impérialistes et son impact ou influence dans la classe, de la façon dont est structurée la division de travail à travers le système capitaliste impérialiste mondial.

Depuis quelque temps la bourgeoisie impérialiste multiplie les recours à des mesures protectionnistes. Les réformistes ont un penchant naturel qui va dans le même sens, ce qui fait qu'ils peuvent facilement verser dans ce nous qualifions de chauvinisme. Mais dans notre propagande nous ne devons pas nous contenter de lancer des accusations, bien qu'elles soient justifiées. Nous devons trouver les arguments susceptibles de convaincre les militants égarés par des influences adverses. Et nous devons aussi exposer notre analyse critique de certaines visions erronées qui remontent à l'histoire antérieure du PCF, notamment à la période qui a suivi la Deuxième Guerre mondiale. En effet, l'œuvre du Con-

seil national de la résistance et les "Trente glorieuses" (la période de croissance économique, d'expansion capitaliste dirigée, jusqu'au milieu des années 1970) font l'objet d'interprétations mythiques non conformes aux réalités. Bien qu'il s'agisse d'histoire déjà lointaine, la mémoire de ces événements exerce encore une influence idéologique et pratique considérable, et cela dans un sens préjudiciable.

Quant à l'organisation des processus de travail, ne serait-ce qu'au niveau d'un pays, elle est complexe : CDI, CDD, contrat de chantier, intérimaire, sous-traitants et cotraitants, la division du marché... Sur un chantier ou dans une usine, parfois même pas la moitié des salariés fait partie directe de l'entreprise principale. C'est cela aussi qui rend le cadre syndical inapte à construire l'unité organisationnelle des travailleurs dans la durée.



Un point ici sur les mouvements sociaux interclassistes, comme le mouvement des "bonnets rouges", des "gilets jaunes", des "indignez-vous". Ces mouvements ne laissent derrière eux aucune structure qui s'installerait dans le temps, ni aucun espace pour continuer à s'organiser, ni même un lieu (non virtuel) pour garder le contact entre les militants.

(Voir notre article dans le numéro 25 de la *Voix des Communistes* [5].)

Souvent on confond la forme de la lutte avec le fond de la lutte. Une lutte quelconque, si "radicale" qu'elle soit et quelle que soit la participation de travailleurs, n'est pas pour autant forcément une lutte contre le capitalisme. Les communistes marxistes-léninistes doivent avant tout agir au sein de la classe ouvrière, regrouper dans la lutte les militants les plus avancés, pour construire un parti communiste marxiste-léniniste, fondé sur les principes du marxisme-léninisme.

Il arrive que cette position soit qualifiée comme sectarisme. Si certains considèrent que défendre les principes du marxisme-léninisme serait du sectarisme, alors en ce sens nous sommes "sectaires"; mais ceux qui expriment cette critique sont fort éloignés du marxisme. L'unité politique de la classe est une obligation qui doit être construite sur des bases scientifiques marxistes-léninistes.

Aujourd'hui le ROCML ne prétend pas être un parti. Nous sommes un groupe avec l'ambition de défendre et propager les positions communistes marxistes-léninistes dans la classe ouvrière et vers les militants communistes. C'est notre conception depuis la création. (Voir notre document du congrès de fondation du ROCML, 2013 [6].) Malheureusement on est très loin d'une confrontation idéologique, théorique et politique ouverte entre les groupes se réclamant du marxisme-léninisme (à l'exception d'une courte période durant l'existence du Comité National pour l'Unification du Mouvement Communiste en France - CNU).

Sans que les forces communistes progressent dans l'unification idéologique et théorique, il est vain de croire pouvoir réaliser une unité quelconque. Pour s'approcher de cet objectif, les conditions préalables doivent se concrétiser sur le terrain de la lutte de la classe ouvrière prenant conscience de sa force et du rôle historique qu'elle est destinée à jouer.

Notes

1. Lénine, l'État et révolution (1917); Œuvres, tome 25; Paris, Éditions sociales.
2. Lénine, Le réformisme dans la social-démocratie russe (1911); Œuvres, tome 17; Paris, Éditions sociales. (Le terme social-démocratie était encore d'usage à l'époque pour désigner le mouvement communiste.)
3. Lénine, Le réformisme dans la social-démocratie russe.
4. Lénine, Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme (1913); Œuvres, tome 17; Paris, Éditions sociales.
5. <http://rocml.org/wp-content/uploads/2019/04/VDC25.pdf>
6. <http://rocml.org/rocml-1/>

Rosa Luxemburg, au sujet des syndicats

Nous reproduisons ci-dessous quelques passages du texte "Réforme sociale ou révolution ?", écrit par Rosa Luxemburg en 1899 [1]. Certaines analyses et prises de position ultérieures de Luxemburg ont fait l'objet de controverses vis-à-vis de Lénine et le POSDR, notamment autour de la question des soviets et de la "grève de masse". Le texte cité ici se place dans le contexte des débats surgis durant les années 1890 au sein du Parti social-démocrate d'Allemagne (Sozialdemokratische Partei Deutschlands, SPD). Au bout d'une période de renforcement des tendances opportunistes affectant le parti, Eduard Bernstein s'est fait le promoteur du révisionnisme avoué et théorisé. En 1899, il a réuni ses idées dans un livre intitulé "Les présupposés du socialisme et les tâches de la social-démocratie" ("Die Voraussetzungen des Sozialismus und die Aufgaben der Sozialdemokratie"). Luxemburg s'est employée à réfuter méthodiquement ces falsifications du marxisme.

Un des aspects se rapporte à la nature et au rôle des syndicats. Voici donc les principaux arguments critiques que Luxemburg développe à l'égard de cette question. Nous considérons qu'ils restent valables et doivent être pris en compte dans notre analyse de la situation actuelle.

*

Rosa Luxemburg: Réforme sociale ou révolution? (Extraits)

(1re partie - **3. La réalisation du socialisme** par des réformes sociales)

Bernstein récuse la théorie de la catastrophe, il refuse d'envisager l'effondrement du capitalisme comme voie historique menant à la réalisation de la société socialiste. Quelle est donc la voie qui y mène selon les théoriciens de l'"adaptation du capitalisme"? Bernstein ne fait que de brèves allusions à cette question à laquelle Conrad Schmidt a essayé de répondre en détail dans l'esprit de Bernstein (voir le *Vorwärts* [2] du 20 février 1898, revue des livres). D'après Conrad Schmidt "la lutte syndicale et la lutte politique pour les réformes sociales" aura pour résultat "un contrôle social de plus en plus poussé sur les conditions de la production" et, au moyen de la législation, "en restreignant de plus en plus les droits du

propriétaire du capital réduira son rôle à celui d'un simple administrateur" jusqu'au jour où finalement on "enlèvera au capitaliste à bout de résistance, voyant sa propriété perdre de plus en plus de valeur pour lui, la direction et l'administration de l'entreprise" et où l'on introduira en fin de compte la gestion collective de l'entreprise.

Bref les syndicats, les réformes sociales et, ajoute Bernstein, la démocratisation politique de l'État, ce sont des moyens de réaliser progressivement le socialisme.

[...]

Commençons par les syndicats: leur principale fonction - personne ne l'a mieux exposé que Bernstein lui-même en 1891 dans la *Neue Zeit* [3] - consiste à permettre aux ouvriers de réaliser la loi capitaliste des salaires, c'est-à-dire la vente de la force de travail au prix conjoncturel du marché. Les syndicats servent le prolétariat en utilisant dans son propre intérêt, à chaque instant, ces conjonctures du marché. Mais ces conjonctures elles-mêmes, c'est-à-dire d'une part la demande de force de travail déterminée par l'état de la production, et d'autre part l'offre de force de travail créée par la prolétarisation des classes moyennes et la reproduction naturelle de la classe ouvrière, enfin le degré de productivité du travail à un moment donné, sont situées en dehors de la sphère d'influence des syndicats. C'est pourquoi ils ne peuvent pas bouleverser la loi des salaires; ils peuvent, dans le meilleur des cas, maintenir l'exploitation capitaliste à l'intérieur des limites "normales" du moment, mais nullement abolir progressivement l'exploitation elle-même.

[...]

L'activité des syndicats se réduit donc principalement à la lutte pour l'augmentation des salaires et pour la réduction du temps de travail, c'est-à-dire simplement à la régulation de l'exploitation capitaliste en suivant les fluctuations du marché; l'intervention sur le processus de production lui reste, par la nature même des choses, interdite. Mais, bien plus, tout le développement du mouvement syndical est orienté [...] à détacher entièrement le marché du travail de tout rapport direct avec le reste du marché. Il est au plus haut point significatif en ce sens que même la tentative à relier au moins de façon passive

le contrat de travail directement à la situation générale de la production, par le système de l'échelle mobile des salaires, est désormais dépassée par l'évolution historique, et que les trade-unions s'en détournent de plus en plus.

Mais à l'intérieur des limites effectives de sa sphère d'influence aussi, le mouvement syndical ne va pas vers une expansion illimitée, comme le suppose la théorie de l'adaptation du capital. Bien au contraire. Si l'on examine d'assez longues périodes du développement social, on est obligé de constater que dans l'ensemble nous allons au-devant d'une époque non pas de déploiement de force triomphant, mais de difficultés croissantes pour le mouvement syndical. Quand le développement de l'industrie aura atteint son apogée et que sur le marché mondial commencera pour le capital la phase descendante, la lutte syndicale deviendra doublement difficile: 1° parce que les conjonctures objectives du marché empireront au détriment de la force de travail, la demande de force de travail augmentant plus lentement et l'offre plus rapidement, que ce n'est le cas aujourd'hui; 2° parce que le capital lui-même, pour se dédommager des pertes subies sur le marché mondial, s'efforcera avec d'autant plus d'acharnement de réduire la part du produit revenant aux ouvriers. La réduction des salaires est en effet l'un des principaux moyens de freiner la baisse du taux de profit. La réduction des salaires est en effet l'un des principaux moyens de freiner la baisse des taux de profits! L'Angleterre nous offre déjà l'exemple de ce qu'est le début du deuxième stade du mouvement syndical. À ce stade il se réduit nécessairement de plus en plus à la simple défense de ce qui a été d'ores et déjà conquis, et même cela devient de plus en plus difficile. Telle est le cours général des choses, dont la contrepartie doit être l'essor de la lutte de classe politique et socialiste.

[...]

Ce qui fonctionne aujourd'hui comme "contrôle social" - la législation ouvrière, la surveillance des sociétés par actions, etc. - n'a, en fait, absolument rien de commun avec une participation au droit de propriété, avec une "propriété suprême". Son action n'est pas de limiter la propriété capitaliste, mais au contraire de la protéger. Ou encore - économiquement parlant - elle ne constitue pas une atteinte à l'exploitation capitaliste, mais vise à encadrer celle-ci par des normes. Et lorsque Bernstein pose la question de savoir si telle ou telle loi de protection ouvrière contient plus ou moins de socialisme, nous pouvons lui assurer que la meilleure des lois

de protection ouvrière contient à peu près autant de "socialisme" que les ordonnances municipales sur le nettoyage des rues et l'allumage des becs de gaz - qui en effet relèvent aussi du "contrôle social".

[...]

(2e partie - 2. Les syndicats, les coopératives et la démocratie politique)

[...]

Quant aux syndicats qui selon Bernstein sont un autre moyen de lutter contre l'expansion du capital productif, nous avons déjà montré qu'ils sont incapables d'assurer pour les travailleurs une influence sur le processus de production, pas plus en ce qui concerne la dimension de la production que le procédé technique.

Examinons maintenant l'aspect purement économique du problème, ce que Bernstein appelle "la lutte du taux de salaire avec le taux du profit"; or cette lutte ne se poursuit pas dans l'abstrait, dans un espace immatériel, mais dans le cadre bien déterminé de la loi des salaires qu'elle ne peut casser, mais seulement réaliser. Cela apparaît avec évidence quand on examine le problème sous un autre angle et que l'on se pose la question du rôle véritable des syndicats.

Bernstein assigne aux syndicats la mission de mener dans la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière l'attaque proprement dite contre le taux du profit industriel et de résorber celui-ci progressivement dans le taux du salaire; or les syndicats n'ont absolument pas le pouvoir de mener une politique d'offensive économique contre le profit, parce qu'ils ne sont rien d'autre que la défensive organisée de la force de travail contre les attaques du profit, que la résistance de la classe ouvrière contre la tendance dépressive de l'économie capitaliste. Et ceci pour deux raisons.

1° Les syndicats ont pour tâche d'exercer par leur organisation une influence sur la situation de la force de travail comme marchandise, mais l'organisation est constamment débordée par le processus de prolétarianisation des classes moyennes qui amène continuellement sur le marché de la marchandise nouvelle. 2° Les syndicats se proposent d'améliorer les conditions d'existence, d'augmenter la part de la richesse sociale qui revient à la classe ouvrière; mais cette part est sans cesse réduite, avec la fatalité d'un processus naturel, par l'accroissement de la productivité du travail. [...]

À cause de ces processus objectifs, qui sont le fait de la société capitaliste, les deux fonctions économiques

essentielles du syndicalisme se transforment et deviennent un véritable travail de Sisyphe. Ce travail de Sisyphe est pourtant indispensable si l'on veut que l'ouvrier reçoive le taux de salaire qui lui revient dans la situation conjoncturelle du marché, que la loi capitaliste se réalise et que la tendance dépressive du développement économique soit stoppée ou plus exactement atténuée dans son effet. Mais vouloir transformer les syndi-

cats en un moyen de réduire progressivement le profit à l'avantage du salaire suppose: 1° que cessent la prolétarianisation des classes moyennes et l'accroissement numérique de la population ouvrière; 2° que la productivité du travail cesse de croître; donc dans les deux cas [...] un retour à des conditions antérieures à l'existence du grand capital.

[...]



Robert Koehler , « La grève », 1886

Ce tableau a été présenté en 1886 lors de l'exposition de printemps de la National Academy of Design à New York. À la même époque le mouvement revendiquant la limitation de la durée journalière de travail à huit heures avait conduit à une vague de grèves à l'échelle nationale aux USA. Le 1er mai de cette année-là, la classe ouvrière montra sa force par des manifestations rassemblant environ 350.000 travailleurs dans plus de 11.000 entreprises.

Notes

1. Une traduction en français couramment accessible est celle figurant dans le recueil "Rosa Luxemburg, Œuvres I" (Paris, Maspéro, 1969). Nous l'avons comparé au texte original en allemand, et rectifié quelques formulations. Certes, le passage d'une langue à une autre apporte toujours des nuances spécifiques dues aux particularités de chaque langue. Mais cela ne peut justifier des substitutions de mots comme en l'occurrence entre autres les suivantes : dans l'original en allemand "Arbeiter" ("travailleur", "ouvrier") remplacé par "classe ouvrière", ou aussi "sozialistisch" ("socialiste") par "social".

2. *Vorwärts*, journal du SPD, dont Conrad Schmidt était rédacteur.

3. *Neue Zeit*, revue fondée par Karl Kautsky en 1883.

Violences policières : sortir de la confusion

L'actualité récente en France, notamment la fin de l'année 2020, a été marquée par des actes de violences répétés de la part de la police française. Certaines affaires ont été médiatisées plus que d'autres, dont d'une part le démantèlement, le 23 novembre sur la place de la République à Paris, d'un camp de migrants qui tentait de s'installer là en réponse à un premier démantèlement qui avait eu lieu à Saint-Denis le 17 novembre, et d'autre part le passage à tabac par des policiers du producteur de musique Michel Zecler le 21 novembre.

Ces actes de violences se rajoutent à une liste déjà longue de violences policières d'État notamment lors des manifestations contre la réforme des retraites ou encore des gilets jaunes; nous les condamnons fermement comme le font un certain nombre d'organisations. Cependant nous constatons qu'une fois de plus, dans ce domaine comme dans tant d'autres les condamnations très nombreuses et souvent sincères souffrent d'une analyse erronée.



1er mai 1891 à Fourmies, la police tire sur des ouvriers.

En effet la gauche réformiste sous toutes ses formes ainsi qu'une partie de "l'extrême" gauche (anarchistes, anticapitalistes, libertaires, etc.) constituent les principales forces qui politiquement et idéologiquement impulsent les mobilisations de lutte et de dénonciation des violences policières. Les manifestations actuelles sont aussi fortement influencées par les mobilisations "black lives matter" aux États-Unis contre les crimes racistes de la police américaine - les protestations ayant comme point de départ l'assassinat de George Floyd. L'ensemble de ces facteurs font que les mobilisations actuelles, sous l'influence de ces partis et organisations, s'orientent dans une voie clairement réformiste et petite-bourgeoise de condamnation unanime des "bavures" commises par des "individus isolés", et finalement de la violence en elle-même - d'où qu'elle vienne - comme étrangère aux "valeurs de notre démocratie". De manière plus marginale, mais pas sans trouver de l'écho,

se met en place la caricature habituelle de la part des milieux gauchistes sur le "méchant flic", raciste et violent parce que flic et dont on dit d'une façon aussi juste que creuse - pour se donner une caution marxiste plus que frauduleuse - qu'il est au service du Capital.

Quelles que soient les tendances souvent contradictoires qui traversent l'embryon de mouvement politique naissant de ces mobilisations, situé à gauche de l'échiquier politique bourgeois, elles ont pour point commun d'éviter le vrai sujet et donc de conduire ses partisans dans une impasse aussi bien politique que pratique dans la lutte. Se focaliser sur des faits isolés, certes injustes et qu'il est légitime de dénoncer et de combattre, revient à se placer à la remorque des événements tragiques qui se succèdent sans fin. Se concentrer ainsi sur ce fameux arbre qui cache la forêt conduit en définitive à commettre de graves erreurs d'analyse.

Nous essayerons donc dans cet article de rappeler un certain nombre de notions de base nécessaires à la compréhension profonde de ce grave problème des violences policières inhérent à toute société capitaliste. Nous nous attacherons aussi à démonter les analyses réformistes les plus courantes sur le sujet.

L'État, un appareil de domination d'une classe

Tout d'abord il faut remettre les choses à leur place et dans ce but réaffirmer certains principes fondamentaux. La police en tant qu'institution n'est pas un corps isolé, elle fait partie intégrante de l'appareil d'État au sein duquel elle est une composante essentielle. La police constitue le bras armé de l'État dans sa lutte contre "l'ennemi intérieur", elle assure le pouvoir de cet État en accomplissant ses tâches de répression, qu'elles soient politiques ou plus "conventionnelles", pour la préservation de l'ordre établi (d'où le terme de "forces de l'ordre" pour désigner policiers et gendarmes). Par conséquent la question de la police en tant que telle est indissociable de la question de l'État et de son caractère. Il en ressort donc que pour avoir une analyse juste sur la police en général et les violences commises par elle en particulier, une compréhension de la nature même de l'État est indispensable car la police n'en est jamais que l'auxiliaire.

L'État, quelle que soit sa forme, comme le disait Lénine, n'est jamais autre chose que l'instrument de la domination d'une classe sur une autre. Dans notre cas

L'État est l'instrument du pouvoir de la bourgeoisie sur le prolétariat, c'est un État capitaliste bourgeois adoptant la forme d'une république parlementaire. Par conséquent la police d'État ne saurait être autre chose qu'une police qui défend les intérêts de la classe bourgeoise dominante. Dans la lutte opposant exploités et exploités elle constitue le rempart le plus puissant des premiers contre les seconds. Le rôle historique de l'institution policière sous le capitalisme est donc de réprimer toutes velléités contre l'ordre capitaliste en place, et cela principalement par la violence directe contre le mouvement ouvrier et/ou toutes autres mobilisations des masses visant à remettre en cause, même faiblement ou partiellement, cet ordre.



Octobre 1948, grève des mineurs

Il s'impose en toute logique que la police en elle-même de par son rôle social est un instrument de pouvoir essentiellement répressif et violent. Bien sûr une fois ce dernier point admis il serait trop simple de dire qu'il explique chaque acte particulier commis par tel ou tel policier ou gendarme, mais il est nécessaire de bien comprendre le lien entre appareil policier et appareil d'État. Seule une compréhension claire du lien entre les deux permet de briser les illusions sur la "police républicaine" qui, à l'instar de l'État, se trouverait au-dessus des classes, étrangère à leurs contradictions. Pour la même raison, tous les discours sur la police qui serait violente parce que raciste ou encore mal formée, telle qu'on peut l'entendre ici où là, ne font qu'entretenir l'image d'une police "juste" car ils passent sous silence le caractère violent et répressif de cette institution et son lien avec l'État.

La vision réformiste masque la réalité

C'est ce que beaucoup, et parmi eux nos réformistes, ne veulent pas comprendre. Leur rhétorique sur ce sujet ressemble à s'y méprendre à celle qu'ils ont sur le rôle de l'État. Ils considèrent l'État et sa police, de la même manière l'un et l'autre, comme un instrument du bien-être commun qu'il faut réformer. Preuve en est la position parmi d'autres de Jean-Luc Mélenchon dans un entretien à BFMTV le 13 décembre 2020 où, déjà en campagne, il dit vouloir "une refonte républicaine de la police [...], de la cave au grenier" et prône une "police de gardiens de la paix", dont "le niveau doit monter" par de la formation.

Ces propositions s'inscrivent dans une logique d'amélioration de la société, de "renforcement de la démocratie" tout en restant dans un cadre capitaliste dans lequel l'État et donc la police avec lui doivent "retrouver" le sens de l'intérêt commun. Elles ne sont qu'une chimère qui nie les contradictions internes du capitalisme qui rendent impossible leur réelle application. Dans *l'État et la révolution*, Lénine fustige cette fausse appréciation et le mensonge qui en découle :

Les hypocrites fieffés, les savants et les curés ne sont pas seuls à entretenir et à défendre le mensonge bourgeois selon lequel l'État est libre et appelé à sauvegarder les intérêts de tous ; beaucoup de gens font leurs, en toute candeur, les vieux préjugés et ne parviennent pas à comprendre comment s'opère le passage de la vieille société capitaliste au socialisme [1].

L'analyse des violences policières telle qu'elle est faite aujourd'hui par les différents courants réformistes correspond parfaitement à ce genre de préjugés décrit par Lénine. En refusant de voir derrière les cas de violences policières le rôle de l'État et de sa police dans l'organisation de l'ordre social capitaliste, les réformistes se retrouvent dans une impasse de laquelle ils croient pouvoir se sortir à grand renfort d'indignations et de proclamations médiatiques contre "certains policiers", contre "le gouvernement", par des propositions de "bon sens". Ils consacrent par là un ordre capitaliste pourrissant qui pour se maintenir cultive la violence et la répression des masses par l'État policier à l'intérieur comme il porte les guerres à l'extérieur. Le racisme dans la police par exemple est un facteur aggravant de discrimination et d'oppression d'une certaine catégorie de gens, dans notre cas français noirs et maghrébins. Il doit être combattu résolument par les communistes, mais il ne doit pas être l'arbre qui cache la forêt. En imaginant qu'on supprime tout racisme dans la police, les "bavures" telles que le cas de Michel Zecler en France ou de George Floyd aux États-Unis qui constituent toutes deux des agressions racistes diminueraient sûrement, mais il n'en resterait pas moins que la police serait toujours armée et prête à la pire violence contre les opposants à l'État capitaliste. De plus la vision très occidentale du problème entretient l'idée que le racisme serait un des facteurs principaux de violence de la part de la police. Cette vision est évidemment fautive; en Afrique noire par exemple les considérations de couleurs de peau qui prévalent chez nous sont sans fondement, pourtant la police d'État ne retient pas plus ses coups. De la même manière en France au XVIIIème siècle, ni "immigration de masse"

ni "ensauvagement" de la société, mais déjà la répression policière. Le racisme ou encore la discrimination religieuse ou même politique composent plus largement les divisions d'une société à un moment historique donné, plus ou moins entretenues par le pouvoir politique en place ("diviser pour mieux régner" est un adage qui continue de faire ses preuves). Il est donc naturel que ces discriminations se retrouvent en rapport avec la police comme à d'autres niveaux de la société. Sur le plan des violences policières elles revêtent un caractère second, le premier étant le rôle social de la police sous le capitalisme.



1er mai 1929, Berlin. Répression violente de la manifestation organisée par le KPD. Une trentaine de morts. La responsabilité en revient au préfet de police Carl Zörgiebel (SPD).

L'ampleur de la violence exercée par le pouvoir d'État et ses organes peut évoluer en fonction de la situation sociale qui lui est plus ou moins favorable, le mouvement ouvrier de classe étant son principal ennemi.

Quelles que soient les formes revêtues par la république, fût-elle la plus démocratique, si c'est une république bourgeoise, si la propriété privée de la terre, des usines et des fabriques y subsiste, et si le capital privé y maintient toute la société dans l'esclavage salarié, [...] cet État est une machine qui permet aux uns d'opprimer les autres [2].

On le voit, parler de la police c'est avant tout parler de l'État. Les dissocier c'est commettre une erreur grave, erreur qui nous met en incapacité de bien comprendre et de résoudre le problème posé : le problème de la domination du capital sur le travail. Cette erreur, l'ensemble des forces dites progressistes en France comme ailleurs la commettent à chaque nouvelle affaire de violence. Idéologiquement c'est cette conception erronée qui prédomine aujourd'hui, dans toutes les classes de la société, et cette domination idéologique conduit les travailleurs, ainsi que l'ensemble des masses à subir encore et toujours l'oppression

policière sans moyen de lutte efficace. Tant que les prolétaires et les masses opprimées n'auront pas su faire leur le point de vue marxiste-léniniste sur ce sujet comme tant d'autres, ils seront condamnés à pleurer leurs sœurs et frères tués ou emprisonnés pour le seul crime de leur couleur ou de leur engagement.

Les manifestations ne sont pas la source de la violence d'État

Fondamentalement, le degré de violence exercée ouvertement contre la population n'est pas strictement proportionnel au degré de détermination que montrent à un moment donné les travailleurs et d'autres composantes de la société exprimant leur mécontentement et leurs revendications. C'est certes un facteur qui intervient en permanence, mais la bourgeoisie n'agit/réagit pas simplement au jour le jour. Elle est parfaitement consciente que sa position de classe dominante repose sur une violence intrinsèque, celle de l'exploitation de la force de travail. Alors elle est toujours sur ses gardes, même en temps de calme apparent. Et aussi, le "climat" qui règne parmi la population n'est pas la seule source d'inquiétude pour elle : des conflits internes plus ou moins sévères la traversent, qui peuvent la déstabiliser et provoquer une réaction de défense préventive vers l'extérieur.

Depuis un certain temps circule dans les sphères parlementaires l'invocation de l'idée que "la police exerce une violence, certes, mais une violence légitime" (comme le disait le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin, le 28 juillet 2020). Il semble bien que certains événements successifs, notamment les mobilisations des "gilets jaunes" et l'épidémie du coronavirus, aient quelque peu déstabilisé politiquement l'appareil d'État et que nos "dominants" prennent le devant pour affirmer leur autorité.

De notre point de vue, celui de la lutte ayant comme objectif le renversement du pouvoir de la bourgeoisie, les récentes manifestations et les attaques auxquelles elles ont été soumises par des opérations possiblement concertées - en tout cas combinées selon une complicité objective - entre "forces de l'ordre" et "forces du désordre" mettent en lumière que nous devons de notre côté aussi agir non pas au jour le jour, mais selon une vision à long terme.

Notes

1. Lénine, De l'État; Œuvres, tome 29; Paris, Ed. Sociales, 1962; p. 491.

2. Ibid., p. 492

Brouiller les pistes entre " droite " et " gauche " n'efface pas l'opposition entre bourgeoisie et prolétariat

France

En mai 2017, Emmanuel Macron a été élu président de la République. Par la suite, il a été confronté à toutes sortes de problèmes et de difficultés auxquels il s'attendait sans doute: embrouilles politiques, crise économique, contestation sociale, et autres. L'épidémie-pandémie du coronavirus (SARS-CoV2 selon la terminologie savante, responsable de la maladie dite la Covid-19) est venue se superposer au quotidien habituel des responsables politiques.

L'épidémie

Après que l'épidémie a atteint l'Europe en février dernier, d'aucune manière des mesures capables de stopper efficacement sa propagation n'ont été mises en œuvre. C'est la domination de la bourgeoisie et des rapports de production capitalistes qui est à la base de cette situation. (Ce sujet a été abordé dans la *Voix des Communistes* n° 27, 1er semestre 2020: article "Le capitalisme souffre du coronavirus, mais le fléau ultime, c'est le capitalisme lui-même".)

Tout ce qui se passe depuis montre concrètement l'interrelation entre cette domination et les effets graves que nous subissons. L'objectif qui guide les décisions du gouvernement est celui de sauvegarder les intérêts des grands groupes monopolistes en France. Il faut préciser, premièrement, que ces intérêts incluent toute une constellation d'entreprises d'envergures diverses liées aux centres des groupes dominants, et deuxièmement, qu'il s'agit de sociétés installées en France, qu'elles soient à capitaux français ou non.

Le gouvernement court après l'évolution de la situation et enchaîne des décisions partielles sans vision d'ensemble. Le virus circule, mais il faut faire fonctionner les entreprises pour maintenir les bénéfices: pour cela il faut faire travailler les travailleurs. Mais alors la garde des enfants pose problème aux familles, donc on maintient les écoles ouvertes et fait travailler aussi les enseignants. Parmi les multiples avis des médecins, scientifiques, experts qui peuvent diverger dans leurs appréciations puisque les problèmes posés sont complexes, on choisit ceux qui permettent de justifier les mesures qui arrangent.

La façon dont les mesures prises se répercutent sur les différents "acteurs économiques" est éclairante. On ferme le petit commerce, en considérant que le strict

minimum essentiel se limite à l'alimentation. Pourtant les grands centres de commerce sont autorisés à poursuivre leur activité. Alors les petites librairies s'insurgent en considérant que la mesure a un caractère discriminatoire, puisque certains centres de commerce disposent aussi de rayons de librairie. Pas question néanmoins de décréter la fermeture générale. Bien que par exemple le matériel électronique ne soit pas exactement "de première nécessité", on déclare seulement la fermeture des "rayons culture". Certaines chaînes commerciales saisissent l'occasion pour avancer des pions dans le domaine des livraisons sur commande. Le groupe de distribution Intermarché annonce qu'il met sa logistique à disposition gratuitement pour les commerces locaux en mettant en place un "Drive Solidaire". Dans un premier temps, ce service est proposé aux libraires uniquement, puis déployé à l'ensemble des autres commerces locaux afin de leur permettre d'écouler leurs stocks. Et pour marquer bien l'enjeu - qui est évident - la campagne publicitaire associée est placée sous le slogan "Désolé Amazon". Toujours dans le domaine des livraisons à domicile, la situation créée par l'épidémie accentue encore le degré d'exploitation que subissent les livreurs. Nombreux sont ceux qui, ayant perdu leur emploi en CDD ou en Intérim suite au confinement, se rabattent sur l'activité de livreur pour Uber Eats ou Deliveroo. Ces plates-formes ont agrandi leurs équipes et le nombre de "restaurants partenaires". Selon des indications données en novembre 2020 [1], pour la France, Deliveroo compte 15.000 restaurants partenaires, dont 3.000 venus s'ajouter lors du premier confinement, et 11.000 livreurs; Uber Eats compte 20.000 restaurants partenaires, nombre ayant doublé par rapport à un an plus tôt, et 30.000 livreurs début 2020, auxquels sont venus s'ajouter 5.000 nouveaux entre mars et juin. Or malgré cette tendance à la croissance, selon les livreurs interrogés ils sont en sureffectif, l'activité est plus faible qu'il y a un an, en outre depuis l'été 2019, il n'y a plus de tarif minimum par livraison; bref, l'existence d'une "armée de réserve" accentue considérablement la concurrence au sein de la force de travail "disponible".

Tant bien que mal, sous l'effet de l'épidémie, certains représentants de la bourgeoisie envisagent à développer des éléments de stratégie anticipatrice. L'argument invoque les effets négatifs qu'engendre l'alternance des périodes avec des restrictions fortes pour faire face à de

cas nombreux de Covid, et des périodes sans restrictions quand le nombre de cas reste relativement limité [2]:

Or la stratégie du "stop and go" est très coûteuse en termes de perte de croissance potentielle. En effet, elle crée de l'incertitude du côté des entreprises, qui ne savent jamais exactement quand la période courante de "go" va prendre fin, ni quelle sera l'ampleur des phases d'expansion et des phases de recul de l'activité. [...] les entreprises vont faire le choix [...] de survivre, plutôt que celui du long terme. [...] plutôt que d'investir dans la recherche et développement et les équipements innovants, les entreprises vont chercher à constituer des réserves en prévision des périodes de chute de la production; [...].



30 octobre 2020: de nombreux livreurs ont défilé dans les rues de Toulouse pour réclamer plus de droits, une protection sociale et une meilleure rémunération.

Préoccupations électorales

Les élections présidentielles à venir constituent une autre préoccupation majeure des milieux politiques en général et de Macron en particulier.

En principe le rôle de l'État consiste à représenter et défendre les intérêts généraux de la bourgeoisie dans son ensemble, c'est-à-dire le maintien de la domination de la classe capitaliste exploiteuse sur la classe ouvrière exploitée. Or les capitalistes, en dehors de cette préoccupation qui leur est commune, ont des intérêts divers et variés en ce qui concerne la mise en œuvre de la recherche de profit, et les gouvernements et les partis politiques ont des inclinaisons vers des intérêts partisans plus ou moins composites. Néanmoins, dans la mesure où le régime en place est celui d'une république parlementaire, les capitalistes sont conscients qu'il est essentiel pour eux de pouvoir disposer d'une base de masse suffisante parmi la population.

C'est en ce sens que Macron, en se présentant aux élections présidentielles avec un programme censé re-

médier à l'essoufflement du mécanisme de l'alternance droite-gauche, a bénéficié du soutien de la bourgeoisie.

En avril 2016, Macron avait annoncé la création de son propre mouvement, "un mouvement politique nouveau, c'est-à-dire qui ne sera pas à droite, pas à gauche". Auparavant, en mai 1995, Jean-Marie Le Pen avait déclaré: "Le Front national se veut ni de droite, ni de gauche, il est le parti de la France!", caractérisation que le FN reprend amplement par la suite: "Ni droite, ni gauche, Français!".

On voit que la signification des formules qui se réfèrent au couple "droite"/"gauche" est difficile à saisir, tant elles sont empreintes d'un flou artistique intentionnel. Entre 1965 avec Charles de Gaulle et 2012 avec François Hollande se sont succédé plusieurs périodes de basculement entre prédominance de la "droite" ou de la "gauche". L'une des fonctions des mécanismes électoraux dans le cadre de la république bourgeoise est de maintenir auprès de la population l'apparence d'une démocratie qui permet aux citoyens de décider eux-mêmes de leur sort. Or l'expérience passée et en particulier les déceptions infligées aux travailleurs sous la présidence de Hollande ont conduit une bonne partie des électeurs à conclure que ce qu'on appelle "l'alternance" est un mécanisme qui tourne en rond. Macron a tenu compte de ce contexte, il a créé un "mouvement" prétendant de rompre avec la politique des "partis".

Il faut noter que l'effacement des distinctions entre "droite" et "gauche" ne vient pas simplement d'un rapprochement progressif entre les programmes des partis, qui combinent de plus en plus les mêmes ingrédients. Historiquement, au départ, l'opposition entre deux types de forces politiques était basée sur l'opposition entre deux réalités clairement distinctes: entre monarchie et république. Avec l'avènement du mouvement ouvrier proprement dit, avec la création de la 1re Internationale puis de la 2e et enfin de l'Internationale communiste, être "de gauche" pouvait avoir un pôle de référence concret, et la "droite" pouvait se définir par la démarcation. Suite au démantèlement du pouvoir soviétique en URSS, ces notions ont perdu définitivement leur substance, non pas bien sûr pour les organisations politiques en général, mais pour celles qui s'inscrivent dans le cadre de la domination de la bourgeoisie.

Macron a interprété le "ni droite ni gauche" dans le sens que le LREM n'est ni un parti de gauche ni un parti de droite, mais un rafistolage entre des personnalités politiques de divers bords. Comme le formule en octobre 2017 Sébastien Lecornu, secrétaire d'État auprès

du ministre de la transition écologique et solidaire, adhèrent LR : "Et d'ailleurs le président de la République il ne dit pas ni droite, ni gauche, il dit "et on prend ce qu'il y a de mieux", "et dans la droite, et dans la gauche", et effectivement "en même temps"." Dans sa manœuvre Macron a pu s'appuyer sur une réputation qui lui attribuait - à tort ou à raison - certaines affinités avec la "gauche" [3]. L'ancien premier ministre socialiste Michel Rocard décrit son héritier putatif comme "incontestablement de gauche". De cette gauche sociale-libérale, "contre le marché à tous crins, contre le conservatisme social et statutaire", définit Macron lui-même dans *L'Express*, en 2013. "Qu'est-ce qu'être de gauche? Je suis un progressiste", balaie-t-il aujourd'hui.



Procès de Louis XVI à l'Assemblée de la Convention Nationale, 11 décembre 1792.

Les députés votent l'attribution d'un droit de veto permettant au roi de refuser de signer des lois votées par l'Assemblée. Les partisans d'un simple veto suspensif se placent à gauche du président de l'Assemblée, les partisans d'un veto absolu se placent à sa droite. .

Ce dispositif de manipulations des concepts ne change rien au fait que, pour être au gouvernement, il faut être élu, donc Macron tente de faire en sorte de gagner sur ce terrain. Précisons que dans le cadre de l'État bourgeois incarnant la domination du capitalisme, la base électorale d'un parti n'a aucun lien direct avec les fractions de la classe capitaliste qu'il représente. La dictature national-socialiste en Allemagne a été une preuve éclatante de ce fait.

Pour l'instant, le LREM est en situation d'échec, selon les résultats des élections municipales. La récente évolution du mouvement et le changement de gouvernement sont marqués par la priorité donnée à l'effort d'attirer les électeurs de la droite, notamment LR. On attribue couramment à Macron une tactique en matière électorale qui joue sur le face à face avec Marine Le Pen. Il semble que dernièrement il analyse la conjoncture sous un angle légèrement modifié. Certains signes laissent penser qu'il accorde une attention particulière à l'influence grandissante des courants "populistes" et qu'en conséquence il vise à attirer vers lui, outre les par-

tisans de LR, aussi les milieux qui tournent autour de LFI et des "gilets jaunes" [4].

Macron est en contact avec le magazine *Valeurs actuelles* par des voies diverses. En 2007 il était rapporteur général adjoint de la Commission pour la libération de la croissance française, installée par le nouveau président Nicolas Sarkozy sous l'égide de Jacques Attali. En faisait partie également Yves de Kerdrel, directeur (entre 2012 et 2018) de *VA*. Ils se fréquentaient alors à l'occasion de rencontres informelles autour d'Attali, et Macron a maintenu le contact par la suite. En octobre 2014 Kerdrel s'exprime dans le *Figaro* au sujet de la politique menée par Macron, sous le titre "C'en est assez du Macron-bashing!" [5]:

Le ministre de l'Économie a présenté cette semaine les grands axes d'une loi sur la croissance et l'emploi. Ce texte est en soi important, car il bouscule une quantité de tabous qui bloquent l'économie française. Il est intéressant, parce qu'il a une vraie tonalité libérale, et surtout pragmatique, alors qu'il a été rédigé par un ministre socialiste. Il est déstabilisant pour la gauche comme pour la droite, qui ne sachant comment le démolir s'attaquent non pas aux mesures proposées, mais à l'homme qui porte ce texte: Emmanuel Macron.

En octobre 2019 Macron accorde un entretien à Louis de Ragueneil, depuis 2013 rédacteur en chef Internet de *Valeurs actuelles*. Le contact avait été établi par l'intermédiaire de Sylvain Fort [6] qui dirige le pôle communication de l'Élysée créé en septembre 2018 (il quitte ces fonctions au gouvernement en janvier 2019). Pendant la campagne aux élections présidentielles, il conseillait déjà Macron, puis il avait été nommé conseiller "discours et mémoire" après l'élection de Macron.

Il est instructif de consulter un texte sur le thème du populisme publié sur le site Internet "vie-publique.fr" [7]. Ce site émane de la Direction de l'information légale et administrative (DILA, rattachée au secrétaire général du Gouvernement).

Voici en résumé quelques remarques intéressantes amenées par ce texte. Le "populisme" conçoit le peuple comme une entité homogène, donc exclut tous qui est extérieur/étranger. Ce peuple est aussi opposé aux "élites". L'accusation peut être étendue à des hommes politiques de la gauche radicale comme Jean-Luc Mélenchon en France ou à des politiciens antisystème à l'identité politique flottante comme Beppe Grillo et son successeur à la tête du Mouvement 5 étoiles, Luigi Di Maio, en Italie. Le populisme moderne se présente comme une alternative à la démocratie libérale, en prétendant

qu'il pourrait mieux que celle-ci incarner la volonté et les intérêts du "peuple" soit en proposant un régime foncièrement différent, soit en introduisant des correctifs plébiscitaires ou démocratiques. Il refuse le pluralisme démocratique au nom de sa prétention à incarner un peuple homogène; il se construit sur l'affaiblissement des contrepouvoirs.



La revue de Michel Onfray

"Jeanne d'Arc, Cyrano de Bergerac, Montaigne, Flaubert, la Commune, la Résistance, les "bon petits plats", le XV de France... A rebours de tous ceux qui professent la haine de soi, un numéro pour rendre hommage à nos héros, nos révoltes, notre langue, notre art de vivre..."

Endoctrinement et manipulations

Le discours prononcé par Macron le 4 septembre 2020 à l'occasion du 150^e anniversaire de l'instauration de la République est éclairant. (Il s'agit de la III^e République, la première de la série qui s'est poursuivie jusqu'à aujourd'hui, abstraction faite de la rupture de 1940 à 1946.) Il est inspiré par Bruno Roger-Petit et écrit par Jonathan Guémas. Son contenu reflète des orientations amenées par des collaborateurs arrivés au cours de la période récente. Depuis octobre 2018, Roger-Petit est "conseiller mémoire" au Cabinet du Président de la République et Guémas est "conseiller discours" au pôle communication. Roger-Petit a fréquenté Mitterrand, Valls, Montebourg, Strauss-Kahn. En aout 2016 il a publié dans le magazine *Challenge* un article intitulé "Comment Hollande a fait de Macron le Brutus de l'histoire", article marqué par une ironie assassine. Voici un extrait :

Récapitulons. Macron qui se proclame ni de droite ni de gauche. Macron qui n'est pas socialiste. Macron qui dit à un jeune chômeur qu'il n'a qu'à travailler s'il veut se payer un costard. [...] Macron qui se croit moderne et qui déjà se démode à force de faire du vieux. [...] Macron est de

ces nénuphars politiques qui émergent en politique, de temps à autre, portés par l'air du temps et des médias en mal de nouveaux personnages de roman, mais qui, faute de racines, finissent par périr d'eux-mêmes [...]

En octobre 2020 Roger-Petit a pris l'initiative de rencontrer en privé Marion Maréchal, ex-députée (Rassemblement national) du Vaucluse [8]. C'est une mise en pratique de sa volonté d'intégrer des thèmes considérés comme fédérateurs venant de différents côtés et de transgresser les clivages traditionnels.

La composition du cabinet du premier ministre, sous Jean Castex, est marquée par des inclinaisons semblables en ce qui concerne les conseillers. En septembre 2020, arrive Camille Pascal, avec comme tâche d'intervenir sur "tout ce qui touche à la parole" du premier ministre. Castex et Pascal ont travaillé ensemble à l'Élysée sous l'autorité de Sarkozy; l'un comme secrétaire général adjoint du palais, l'autre écrivain, comme il dit, les discours "émotionnels et mémoriels" du président durant les deux dernières années de son quinquennat, entre 2010 et 2012. Ancien chroniqueur à *Valeurs actuelles*, Pascal a brièvement conseillé Laurent Wauquiez, en 2018, lorsque ce dernier présidait LR.

Nous présentons ici, et aussi plus loin, quelques extraits commentés du discours mentionné de Macron.

La mise en scène est empreinte de grotesque (le spectacle se déroule au Panthéon et inclut une cérémonie de naturalisation pour six nouveaux citoyens français):

Léon Gambetta, Marie Curie, Félix Éboué, Joséphine Baker, Gisèle Halimi, autant d'exemples, avec d'autres figures, que nous mettons à l'honneur en ce jour de vie en République. Autant de destins dont Matthew, Nora, Patricia, Catherine, Anna, vous êtes aujourd'hui les légataires. [...] d'endosser pleinement les habits de citoyen français, en vous hissant au-delà de vous-même.

Il y a de la mystique:

Maîtriser notre langue, c'est plus encore toucher l'âme de la nation, une forme d'éternel français.

Il ne s'agit pas simplement d'une rhétorique pompeuse. Par exemple, la phrase sur "l'âme de la nation" semble bel et bien correspondre à un sentiment présent parmi la population. Ainsi, il est arrivé à la préfecture de l'Essonne que dans un formulaire en ligne de dépôt de demande de titre de séjour figure l'indication suivante [9]: "Merci d'indiquer un argumentaire de 30

lignes sur votre amour de la France, du respect des valeurs républicaines et tout particulièrement de la préfecture de l'Essonne et de ses agents." Ultérieurement, la préfecture annonce dans un communiqué que la phrase a été retirée. "La portion de texte en question relève d'une initiative individuelle inappropriée qui n'avait bien sûr fait l'objet d'aucune validation", précise la préfecture.



La vie et le personnage de Joséphine Baker, selon le résumé qu'en fait Macron dans son discours à l'occasion du 150e anniversaire de la République.

Le passé colonial est pleinement assumé:

Félix Eboué, descendant d'esclaves, répondit dès le 18 juin à l'appel du général de Gaulle. Il fut le premier à planter l'étendard de la France libre au Tchad. [...] cet enfant de notre Guyane. [...] C'est tout cela entrer en République française. Aimer nos paysages, notre histoire, notre culture en bloc, toujours. Le Sacre de Reims et la Fête de la Fédération, c'est pour cela que la République ne déboulonne pas de statues, ne choisit pas simplement une part de son histoire, car on ne choisit jamais une part de France, on choisit la France.

Quant au slogan de l'égalité:

[...] la République sociale, cette idée simple au fond: chaque citoyen, quel que soit le lieu où il vit, le milieu d'où il vient, doit pouvoir construire sa vie par son travail, par son mérite.

Ces paroles font sans doute doucement sourire les membres de la classe exploiteuse qui ont construit leur vie "par leur travail, par leur mérite". Mais que les membres de la classe exploitée soient rassurés:

Notre nation a ceci de singulier qu'elle a développé un État providence, un modèle de protection sociale qui ne laisse personne au bord du chemin.

Concernant la question de la "menace djihadiste", il faut l'interpréter en rapport avec ce qui est la caractéris-

tique principale du contexte: l'action de la France en tant que puissance impérialiste qui, en concurrence avec d'autres forces de même nature, déploie tous les moyens - y compris militaires - pour affirmer sa place dans le monde et en particulier au Moyen Orient. Les populations de ces régions subissent les effets dévastateurs de cette action. La propagande gouvernementale vise à masquer son propre rôle en désignant comme ennemi "l'islam radical" et le "séparatisme communautaire". Il est connu que le développement des forces djihadistes a été largement favorisé par les puissances impérialistes, selon leurs propres intérêts. On constate également que la France, confrontée aux difficultés en question, n'a pas pour autant renoncé à sa politique d'interventions militaires.

Certes, des critiques en ce sens sont exprimées, mais elles reposent souvent sur une vision tronquée de la réalité: la politique de la France serait "contreproductive", dans la mesure où les interventions militaires - comme celles qui visaient à endiguer le développement de Daesh - touchent fortement la population civile, ce qui alimente la réaction hostile, jusqu'à la violence. C'est évidemment un facteur réel, cependant s'en tenir à cet aspect contribue à escamoter le fait que les gouvernements des pays impérialistes poursuivent sciemment et uniquement leurs propres objectifs tels qu'ils découlent de la nature du système économique capitaliste, impérialiste. Ainsi, quand ces gouvernements engagent des conflits armés, le sort des populations concernées les préoccupe tout au plus en fonction de considérations tactiques.

À ces facteurs situés au niveau international s'ajoutent aussi des manipulations propagandistes dans le contexte intérieur à la France. Toujours en rapport avec la question de "l'islam radical", circule une accusation d'"islamo-gauchisme" à l'égard d'individus ou organisations qui, en s'exprimant au sujet de la question de l'islam, ne montrent pas suffisamment "patte blanche" pour être acceptables aux yeux de l'inquisition anti-islam-radical. Il est clair que les pourfendeurs de l'"islamo-gauchisme" non seulement se font l'agent de la propagande gouvernementale en matière de "séparatisme", mais visent à dénigrer plus généralement les "groupuscules gauchistes".

Un cas typique à cet égard est celui d'une altercation déclenchée durant un débat présenté sur la chaîne Arte dans le cadre de l'émission "28 minutes", avec comme participants Judith Bernard et Brice Couturier. Celui-ci n'a pas manqué de taxer celle-là d'"islamo-gauchiste", lorsqu'elle exposait le type de raisonnement mentionné

ci-dessus, qui exprime des critiques à l'égard des interventions militaires de la France, mais en ayant en vue ce qu'elle désigne comme interventions "anti-terroristes". Une tribune a été publiée par la suite pour s'opposer au point de vue exemplifié par Couturier [10]. Cette tribune, à son tour, exemplifie la façon dont ces polémiques, engagées par les mécanismes bien rodés des médias, ne font que contribuer à mettre de l'huile dans une "bataille des idées", vaine du point de vue d'un combat politique réellement progressiste, sinon révolutionnaire.

[...] Judith Bernard [...] en mentionnant les guerres livrées par la France dans les mondes musulmans; elle a rappelé que Daech était né dans le chaos social engendré par la guerre menée par les puissances occidentales en Irak. Elle a affirmé que ces guerres étaient contre-productives [...]

Aussitôt, elle a été calomniée, menacée, accusée de complicité de crime et d'apologie du terrorisme. Au risque de subir les mêmes avanies, nous lui donnons raison. [...]

Les guerres menées par notre pays sont soit passées sous silence soit glorifiées. [...] les travaux de chercheuses, chercheurs en politique internationale et d'ONG [...] Tous montrent non seulement bien sûr la violence inhérente à ces opérations militaires mais en outre leur absolue inefficacité quant aux finalités dont elles sont officiellement dotées lorsqu'elles se désignent comme « guerres antiterroristes ».

Parmi les signataires: Alain Badiou, Christine Delphy, Bernard Friot, Anasse Kazib (cheminot, militant Sud Rail), Frédéric Lordon, Xavier Mathieu (ex-porte-parole CGT Continental), Serge Quadrupani, Alima Boumediene Thiery (avocate), Danièle Obono (députée LFI), Christian Pierrel (directeur de publication *La Forge*), Eric Poupert (communaliste libertaire, Gilet jaune), Catherine Samary, Omar Slaouti (militant FUIQP).

Conjointement à la question du "séparatisme", le thème de "l'islam radical" est aussi relié à la question de la liberté de conscience et d'expression. Voici ce que dit Macron dans son discours célébrant l'anniversaire de la République:

[...] la liberté de conscience, et en particulier la laïcité, ce régime unique au monde qui garantit la liberté de croire ou de ne pas croire, mais qui n'est pas séparable d'une liberté d'expression allant jusqu'au droit au blasphème. [...] Être français, c'est défendre le droit de faire rire, la liberté de railler, de moquer, de caricaturer, [...]



Selon Macron: "C'est tout cela entrer en République française. Aimer nos paysages, notre histoire, notre culture en bloc, toujours."

L'assassinat de l'enseignant Paty a carrément été utilisé par le gouvernement et les forces politiques bourgeoises unis pour vicier radicalement la signification de l'indignation qu'il a suscitée: prétendument, il s'agissait de défendre comme "valeur de la République" la liberté d'expression, le droit de faire rire. Imaginons que le directeur de *Valeurs actuelles* soit assassiné par un individu quelconque suite à la publication de la caricature attaquant Danielle Obono: ce ne serait certainement pas une raison de défendre la liberté d'expression en faveur de *Valeurs actuelles*. Nous devons défendre la liberté d'expression lorsqu'elle est limitée, attaquée, par l'État bourgeois. Certes, il peut aussi s'agir d'atteintes à la liberté d'expression manigancées indirectement par la bourgeoisie au moyen de menées manipulatoires. Mais d'aucune manière les communistes ne doivent accrédi-ter l'illusion que la république bourgeoise puisse être le garant de la liberté d'expression prise comme principe universel.

Hors de la République, point de salut ?

Encore quelques passages du discours de Macron:

[...] la fraternité est un bloc. [...] le partage d'un commun est décisif [...]. [...] que si je me sens lié à eux non seulement par un contrat social, mais par des références, une culture, une histoire commune, des valeurs communes, un destin commun dans lequel nous sommes engagés. C'est cela, la République. [...]

La liberté dans notre République est un bloc. C'est la liberté de participer au choix de ses dirigeants et donc le droit de vote, mais qui est indissociable de la soumission au verdict des urnes, à la liberté collective du peuple.

Cette rigidité dans la conception de "La République" et l'ampleur des dispositions et mesures répressives qui l'accompagnent, suscitent des commentaires qui évoquent un processus de fascisation. À divers degrés ces interprétations faussent la vision relative au fascisme.

Un exemple particulièrement prononcé [11]:

Ce qui émerge, en fait, c'est un "capitalo-fascisme", qui abandonne les idéaux républicains de liberté, d'égalité et de fraternité pour maintenir un ordre inégal, destructeur de la biosphère, et écrasant les libertés publiques.

Dans cet accolage de qualificatifs disparates, il n'y a que la référence à l'écrasement des libertés publiques qui peut renvoyer à un certain aspect de la dictature fasciste. Nous y viendrons plus loin. Pour le reste, "liberté", "égalité", "fraternité" sont des termes à connotation positive, "ordre inégal", "destructeur de la biosphère" des termes à connotation négative. Mais l'argumentation manque substantiellement de pertinence au sujet de ce que suggère l'évocation d'un "capitalo-fascisme". La déduction qu'en fait l'auteur est en conformité avec ces prémisses:

[...] l'enjeu essentiel pour refaire société est de faire reculer l'inégalité et de renforcer les outils intégrateurs que sont l'école, la santé, et l'accès à l'emploi.

Clémentine Autain, de LFI, se montre également très préoccupée dans le même sens [12]. Elle introduit une mise en garde par des considérations qui sont en parfaite harmonie avec le discours de Macron (cf. plus haut):

La France a une nouvelle fois été touchée en son cœur. Devant l'horreur, l'abjection de l'assassinat d'un enseignant, l'hommage à Samuel Paty et la réaffirmation des principes fondateurs de notre République doivent nous rassembler. [...] La République n'est pas un concept ni une réalité figés. Elle est toujours inachevée. À chaque époque dans l'histoire, les confrontations ont fait rage entre républicains avant que ne soit dégagé un équilibre, toujours provisoire, garantissant la paix civile et un cadre pour la vie en commun.

Puis elle affirme que "notre pays ressemble chaque jour un peu plus à une société préfasciste", et termine par ce qui dans son esprit est une note d'espoir: "Dans l'idéal de notre République, laïque et sociale, il existe un fil protecteur contre l'obscurantisme et le fascisme. À nous de le faire vivre."

Soyons clairs: la république démocratique en France comme dans les autres pays capitalistes gouvernés par un régime politique de ce type, c'est un appareil d'État qui exerce la dictature de la classe capitaliste, associée à toutes les composantes de la bourgeoisie qui l'entourent

dans l'exercice du pouvoir. Qui dit dictature dit violence en général, et répression en particulier.

À titre d'exemple de la confusion qui règne dans certains esprits, on peut citer l'opinion exprimée par un policier syndiqué à la CGT [13]. Il considère que les violences policières "s'expliquent davantage à notre sens par la superposition au fil du temps d'une multiplicité d'erreurs et d'évolutions sociologiques génératrices de conséquences sociales et psychologiques considérables". Il déclare que "les opérations de maintien de l'ordre *ne sont plus* considérées [...] comme destinées à la protection des manifestants et à la chasse des seuls perturbateurs, mais comme la réaction d'un État aux abois cherchant à réduire un adversaire politique. La police (ou la gendarmerie) *devient* le bras armé de l'État." Les mots que nous mettons en italiques falsifient foncièrement la réalité: dans le cadre de la société capitaliste, les dites forces de l'ordre (avec l'armée) *sont effectivement* le bras armé de l'État.

Il est certain que dans la période actuelle, les gouvernements accentuent délibérément la violence et la répression, qu'elles soient physiques ou juridiques. Et il est depuis longtemps d'usage d'utiliser le terme "fascisation" pour évoquer pêle-mêle tous ce qui est en rapport avec les restrictions de liberté, la répression policière, les agissements de l'extrême droite. Mais cette "facilité de langage" fait obstacle à une compréhension réelle de la différence entre le régime de démocratie parlementaire et la dictature ouverte telle qu'elle était exercée par les national-socialistes sous Hitler en Allemagne et les fascistes sous Mussolini en Italie (fascistes au sens précis du terme "fasci di combattimento", c'est-à-dire "faisceaux de combat", désignant le mouvement incarnant le régime). Il ne s'agit pas d'une question abstraite qui n'aurait pas de raison d'être en dehors des cercles d'historiens professionnels. Les militants anticapitalistes, pour agir de façon appropriée à un moment donné, doivent se baser sur une analyse correcte de la réalité, et non pas se laisser guider par des sentiments, "antifa" ou similaires. L'instauration de la dictature national-socialiste en Allemagne était l'aboutissement d'étapes successives dans le processus de développement de la lutte de classe; une de ces étapes était basée sur la formation d'un gouvernement de "personnalités", dissocié des partis politiques, et sur la mise en sommeil du parlement. En Italie et en Autriche, la dictature a été mise en place sous la forme d'un régime corporatiste.

Aujourd'hui en France il est évidemment justifié et nécessaire de combattre les mesures restreignant les li-

bertés. Mais ceux qui voient venir "le fascisme" en France devraient expliquer plus précisément en quoi **consistent les signes annonciateurs d'une dictature ouverte**, et quelle serait la vision stratégique et tactique correspondante.

En l'absence de ce genre de perspective dans un avenir suffisamment proche pour qu'il soit approprié de s'y préparer concrètement, les discours et slogans dépeignant la réalité actuelle en référence à un prétendu processus de fascisation ont pour effet pratique de venir au secours du pouvoir dans ses efforts d'intimider la population en général et les travailleurs en particulier. Il est vrai que les événements sont nombreux qui fournissent au pouvoir des prétextes pour instiller dans l'esprit de chacun le sentiment que de multiples menaces planent et que, heureusement, le gouvernement nous protège

par des mesures et dispositifs certes désagréables et incommodes, mais nécessaires pour la survie de chacun individuellement et de la société collectivement. Le pouvoir cherche ainsi à nous éduquer à accepter ses décisions et actes avec bienveillance, comme bienfondés, même si nous nous sentons contrariés.

Certes, nous ne devons pas verser dans l'extrême inverse qui consisterait à céder à la panique sous l'impression que le pouvoir aurait déjà réussi pleinement à instaurer un tel mécanisme de soumission collective. Mais nous devons constamment être vigilants à cet égard et **refuser toute attitude d'acceptation résignée de la volonté du pouvoir**, aussi bien en diffusant les contre-arguments qu'en montrant dans les actes notre refus de l'intégration passive dans le fonctionnement de la société voulu par la bourgeoisie.

Notes

1. https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/11/06/deliveroo-uber-eats-avec-le-chomage-lie-au-covid-19-la-concurrence-s-exacerbe-entre-livreurs_6058793_3234.html

2. *Le Monde*, 6/11/2020.

Philippe Aghion et Patrick Artus: "La France doit sortir du "stop and go" sanitaire pour préserver sa croissance".

Philippe Aghion est professeur au Collège de France, titulaire de la chaire Économie des institutions, de l'innovation et de la croissance; Patrick Artus est chef économiste de la banque Natixis, membre du Cercle des économistes.

3. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/12/14/president-cambrioleur-au-c-ur-des-annees-de-pouvoir-d-emmanuel-macron_6063280_3232.html

4. La récente attention portée à des figures médiatiques, comme Jean-Marie Bigard, Didier Raoult ou Éric Zemmour, relèverait de cette stratégie.

Cf. *Le Monde*, 24/5/2020:

"«Ça fout la trouille.» C'est un puissant conseiller de l'exécutif qui le dit. Au sommet de l'État, l'hypothèse de l'émergence d'une figure populiste hors parti, est un véritable objet d'inquiétude, dans la perspective de 2022, alors que la défiance contre le pouvoir s'est encore épaissie pendant la crise sanitaire. "Un Zemmour, un Raoult, un Hanouna, pourquoi pas une Elise Lucet, qui incarnent chacun à leur manière cette rupture entre le peuple et les élites, peuvent faire irruption dans le jeu et tenter de poursuivre la vague de dédagisme de 2017", veut ainsi croire un poids lourd du gouvernement."

https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/05/24/emmanuel-macron-face-a-la-peur-des-outsiders_6040568_823448.html

5. *Le Figaro*, 21/10/2014.

<https://www.lefigaro.fr/vox/politique/2014/10/21/31001-20141021ARTFIG00334-c-en-est-assez-du-macron-bashing.php>

6. En automne 2010 Jean-René Fourtou, président de Vivendi, initié la constitution d'un groupe ayant pour objectif d'œuvrer en faveur de la réélection de Nicolas Sarkozy en 2012. Parmi les participants: Michel Pébereau, patron de BNP-Paribas; des journalistes (Gérard Carreyrou, Charles Villeneuve, Etienne Mougeotte); Alain Carignon, ancien maire de Grenoble et ministre de la communication d'Édouard Balladur; Geoffroy Didier, conseiller politique du ministre de l'intérieur Brice Hortefeux. Camille Pascal, conseiller de Sarkozy et rédacteur de certains de ses discours, est chargé d'organiser le lien entre le président et le "groupe Fourtou". Il était alors proche de Patrick Buisson, conseiller de Sarkozy, dont il dit s'être éloigné en 2014. En septembre 2020, il intègre le cabinet du premier ministre Castex comme conseiller.

En 2015, un consortium mené par Iskandar Safa, Etienne Mougeotte et Charles Villeneuve rachète le groupe Valmonde, qui édite *Valeurs Actuelles*.

Sylvain Fort est, à l'époque, en contact avec le "groupe Fourtou".

7. <https://www.vie-publique.fr/parole-d-expert/271075-les-origines-du-populisme-par-philippe-raynaud>

8. *Le Monde*, 29/12/2020.

9. <https://www.leparisien.fr/essonne-91/la-prefecture-de-l-essonne-demande-de-lui-clamer-son-amour-pour-obtenir-un-titre-de-sejour-19-06-2020-8338587.php>

10. *Le Nouvel Observateur*, 14/11/2020.

<https://www.nouvelobs.com/idees/20201114.OBS36086/guerres-et-terrorisme-sortir-du-deni.html>

11. <https://reporterre.net/Isamo-gauchisme-et-capitalo-fascisme>

12. *Tribune*, *Le Monde*, 29/10/2020.

https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/10/28/clementine-autain-sur-le-combat-contre-le-terrorisme-j-alerte-la-france-est-en-passe-de-perdre-pied_6057616_3232.html

13. <https://blogs.mediapart.fr/anthony-caille/blog/081220/police-une-restructuration-complete-s-impose>

La classe capitaliste est confrontée à la crise économique La classe ouvrière doit affronter le pouvoir de la bourgeoisie

Avant l'irruption de la pandémie due au coronavirus, le capitalisme mondial se trouvait depuis des années en un état proche de la stagnation. Effectuant un regard en arrière, on peut constater qu'à partir de 1977 le taux annuel de croissance de l'économie mondiale, mesurée selon l'indicateur statistique dit "produit intérieur brut" (PIB), ne dépassait pas 4,7 %, qu'avec la crise de 2008 ce taux chutait de 4,324 % en 2007 à 1,853 % en 2008 et à -1,674 % en 2009, et qu'après avoir retrouvé une valeur de 4,301 % en 2010, il a évolué entre environ 2,5 % et 3,3 %. En 2019 le taux de croissance était de 2,475 % [1].

En 2020, à cette situation s'est superposé l'effet du coronavirus. En lui-même, cet événement est de nature tout à fait différente par rapport aux crises économiques qui affectent régulièrement l'économie dans le cadre des rapports de production capitalistes. Mais, étant donné que la valeur des produits-marchandises a pour source le travail humain, la propagation de la maladie et les mesures qu'il a fallu prendre tant bien que mal ont engendré les mêmes facteurs de perturbation de l'économie et ont ainsi considérablement accentué les manifestations des maux qui étaient déjà à l'œuvre auparavant. En 2020, le PIB mondial subit une chute d'environ 4 %, et pour la suite les prévisions sont diverses et incertaines, mais ne vont guère au-delà d'un retour à la situation d'avant 2020.

Ainsi nous subissons les phénomènes "habituels" dans ces circonstances, de façon particulièrement sévère: dégradation générale des conditions de travail et de vie, chômage, pauvreté, exploitation poussée à l'extrême des personnes en situation précaire. Dans un premier temps les capitalistes se laissent guider par l'espoir de pouvoir faire comme si de rien n'était. Mais face à l'évidence ils ont quand-même été contraints de tenir compte, dans une certaine mesure, des réalités. Le gouvernement a assumé les tâches qui lui incombent naturellement, du fait qu'il représente le pouvoir de la bourgeoisie: il a organisé la mise en œuvre de mesures appropriées, censées, à la fois, parer au plus urgent en matière d'endiguement de l'épidémie et soutenir au mieux la "reprise" de l'économie de façon à revigorer la génération de bénéfices pour les capitalistes.

En période de crise le capital souffre des conséquences qui résultent des contradictions inhérentes aux

rapports de production capitalistes. Les capitalistes ne peuvent pas éliminer ces contradictions, puisqu'elles sont indissolublement liées à l'existence de deux classes opposées, la classe ouvrière et la classe capitaliste. Quant à l'épidémie du coronavirus, le capital en souffre au même titre, puisque les effets concrets se confondent avec celles d'une crise "normale". Précisons que nous parlons du capital au sens général, comme forme de mise en œuvre des moyens de production en tant que propriété privée. En ce qui concerne les propriétaires - les capitalistes individuels -, ils "souffrent" à des degrés divers; pour les plus importants - et pour les débrouillards à tous les niveaux -, leur bonheur peut même rester plus ou moins intact.

Cette superposition entre deux facteurs - une crise économique ordinaire, et la mise en sommeil à de degrés différenciés de l'économie due à des facteurs extérieurs à celle-ci - donne lieu à quelques phénomènes particuliers. Il est certain que dans ce contexte les employeurs ont constamment agi pour limiter les mesures ayant un impact négatif sur les bénéfices des entreprises. Et il est vrai aussi que les capitalistes peuvent trouver que, sous certains aspects, les conséquences de l'épidémie génèrent des circonstances favorables. Mais il serait erroné d'insinuer que les responsables politiques et économiques - gouvernements et institutions nationales, organismes internationaux - auraient délibérément favorisé la propagation du coronavirus pour pouvoir "justifier" des modifications structurelles qui paraissent souhaitables aux fractions dominantes du capital, dans le but de remédier aux difficultés économiques qui prévalent depuis des années. Voici quelques cas de figure pour illustrer la variété des situations.

General Electric dans le domaine de l'énergie, en France

En novembre 2015, General Electric (GE) a intégré les activités d'Alstom dans le domaine de l'énergie. Dès lors, le groupe disposait dans ce secteur de 126.000 employés, dont 65.000 venant d'Alstom. Pour la France GE compte alors un effectif global de 16.000 dont un peu moins de 9.000 pour l'énergie. L'accord déterminant les modalités de cette opération incluait l'engagement à la création de 1.000 emplois net en France. Mais un revirement n'a pas tardé à se produire. En janvier

2016 GE annonce la décision, toujours concernant l'énergie, de supprimer 6.500 emplois en Europe. Pour la France il s'agit de 765 postes, en Allemagne d'environ 1.700, et d'environ 1.400 en Suisse. Globalement dans le monde environ 10.000 suppressions de postes sont planifiées. La direction estime pouvoir atteindre une réduction des coûts structurels d'un milliard de dollars en 2018.

Ces mesures sont mises en œuvre au cours des années 2016-2017. En 2018 un nouveau plan portant en France sur plusieurs centaines de suppressions de postes est lancé. Le 1er janvier 2019 GE, qui n'a pas créé les emplois prévus, a dû payer une compensation de 50 millions d'euros au gouvernement français. En septembre 2019, une annonce chiffre des suppressions d'emplois à venir à 1.225 dans le monde, dont plus de 600 en France. En octobre un accord est conclu pour le site de Belfort où GE emploie 4.300 salariés, dont 1.570 dans l'entité "Steam Power" (ex "Alstom Power"), laquelle fabrique des alternateurs et turbines à vapeur pour centrales nucléaires/centrales à charbon. Il prévoit pour cette dernière entité la suppression de 307 postes de là à la fin 2020.

Un récapitulatif effectué en novembre 2020 par le secrétaire adjoint du comité de groupe présente les données suivantes [2]. Fin 2014, GE employait 11.000 personnes, Alstom Énergie 9.000; par la suite 4.000 salariés sont sortis du groupe avec la vente des activités de GE Capital et GE Oil & Gas; six ans plus tard, l'effectif n'est plus que de 13.000.

Toutes les restructurations mentionnées ci-dessus ont été effectuées ou du moins planifiées et validées en dehors de la période actuelle marquée par l'épidémie de coronavirus. Puis fin mai 2020 de nouveau, dans le cadre d'un plan de restructuration de ses activités en Europe, le groupe GE annonce des réductions d'effectifs. Des négociations à ce sujet se déroulent en décembre. Notamment GE projette une réorganisation de son entité GE Steam Power en Europe. Il en sera question plus loin. Dans l'ensemble, en ce qui concerne les activités dans domaine de l'énergie, autant les mesures récentes comme celles mises en œuvre depuis 2015 constituent une tentative de remédier aux difficultés résultant pour GE de la "conjuncture" défavorable sur ce "marché". Il n'y a pas d'éléments qu'on pourrait interpréter dans le sens que la gestion de la pandémie par le recours à des "plans de relance" massifs et autres mesures de soutien aurait déterminé les décisions prises. Et malgré certains progrès dans le sens voulu

rien n'indique que GE pourrait prochainement "grâce à la pandémie" retrouver la "bonne santé" à laquelle aspirent les capitalistes.

Le secteur de l'habillement

Selon l'Institut français de la mode (IFM), le marché de la mode a perdu 15 % de sa valeur depuis 2008. Les acteurs du milieu de gamme ont subi une baisse de leurs ventes de 5 % par an depuis 10 ans du fait de l'érosion du trafic dans les boutiques et de la pression concurrentielle. Seuls les très grands acteurs du secteur parviennent à faire face. Ainsi pour les cinq premiers mois de l'année 2020, les chiffres d'affaires des distributeurs (hors vente à distance) ont accusé un retrait de 29,6 % par rapport à la même période de 2019. Selon la Direction générale des entreprises, le secteur de la mode et du luxe, en y intégrant les produits de beauté et de maroquinerie, représente plus que "l'aéronautique et la construction automobile réunis" avec un chiffre d'affaires atteignant les 150 milliards d'euros. Les chaînes de vêtements qui faisaient travailler 180.000 personnes ont perdu plus de 4.000 emplois en France entre avril et octobre 2020 [3].



30 juin 2020. Les salariés de la Halle étaient mobilisés en compagnie de ceux d'André.

Les deux grandes marques de l'habillement sont le groupe suédois H&M et le groupe espagnol Inditex (principale marque Zara). D'avril à juin plusieurs enseignes ont été placées en redressement judiciaire: André; Naf Naf et La Halle; Camaïeu. En juin, Célio est placée en procédure de sauvegarde. Malgré cette difficile situation, le secteur n'a pas obtenu de prêt garanti par l'État (PGE). "Bercy a fait le choix de l'industrie, en soutenant Renault, Air France, l'aéronautique. Pas celui du commerce. Cette absence de soutien nous achève", dénonce Yohann Petiot, directeur général de la fédération Alliance du commerce [4].

En juin Naf Naf est reprise par le groupe industriel Sy Corporate France. En juillet, le groupe Beaumanoir,

propriétaire des marques Morgan, Cache Cache, Bono-bo, reprend la quasi-totalité de l'activité mode de La Halle. En aout, Camaïeu trouve un repreneur, la société Financière Immobilière Bordelaise (FIB). En octobre Célio, toujours en procédure de sauvegarde, présente un plan de rationalisation. Toutes ces opérations impliquent des fermetures de nombreux magasins ainsi que des réductions d'effectifs considérables.

Pour résumer, on peut constater que dans le secteur traité ici, l'épidémie a opportunément précipité des restructurations qui tardaient à être mises en œuvre auparavant, et qu'en l'occurrence le gouvernement, en toute connaissance de cause, a fait le choix de s'abstenir à modifier le cours des événements.



La campagne #JeSoutiensLeTextileFrançais organisée par l'Union des Industries Textiles.

"Cette campagne affiche en fil rouge le drapeau français - symbole du patriotisme, et une typographie faisant écho aux nombreux appels à la résistance ou à la revendication."

Commerçants

L'Alliance du commerce représente 450 enseignes et 27.000 points de vente dont les grands magasins, correspondant à plus de trois millions d'emplois et 10 % à 15 % de la valeur ajoutée créée dans le pays [5]. La question du commerce a suscité des remous considérables, notamment à cause du clivage entre les "petits commerces" et la grande distribution. Le sentiment qui plane depuis longtemps au sujet de la disparition progressive du commerce individuel de proximité s'est trouvé accentué. Cette tendance est un fait, mais il ne s'agit pas d'une "mise à mort" qui ciblerait délibérément et sélectivement les petits commerces.

Dans le cadre des politiques économiques que peuvent mettre en œuvre les gouvernements au service du capital pour stimuler l'économie, se présente une alternative entre une "relance" soit "par l'offre" soit "par la demande". La relance de la consommation consisterait à assurer à la grande masse de la population, d'une manière ou d'une autre, un pouvoir d'achat à hauteur de ce qui est nécessaire pour créer les débouchés qui per-

mettent aux entreprises de produire en étant "rentables". Actuellement le gouvernement privilégie la relance par l'offre: il s'agit de soutenir les entreprises pour qu'elles puissent éviter la paralysie et reprendre au mieux le chemin de la production à plein régime; de ce point de vue, la question des débouchés n'est pas abordée explicitement. Le point de départ de la situation actuelle était marqué par des restrictions imposées aux processus de production pour des raisons "indépendantes de la volonté" des entrepreneurs. Du point de vue des économistes bourgeois le choix de la relance par l'offre n'est donc pas dépourvu de logique, mais elle implique toutes sortes d'effets "collatéraux".

Notamment il y a sélectivité à l'égard des "offres" concernées. L'offre de livres par l'intermédiaire des petites librairies ne préoccupe pas le gouvernement. Il ne s'agit pas d'une volonté délibérée de "tuer" celles-ci, seulement de les laisser se débrouiller, puisqu'il y a des secteurs et des "acteurs" considérés comme plus importants.

Magouilles

À côté des manœuvres plus ou moins grandes, il y a aussi des arrangements de moindre envergure, appuyés sur des dispositifs mis en place par le gouvernement. Voici un exemple [6].

Au début du premier confinement, les 102 employés de L'Amy - lunetier jurassien créé en 1810 qui produit et commercialise des lunettes sous licences - sont placés en chômage partiel. Le 28 mai, L'Amy demande auprès du tribunal de commerce sa mise en cessation de paiement. Des administrateurs sont nommés. Les salaires sont pris en charge par le régime de l'assurance garantie des salaires (AGS), puis le 19 aout, le tribunal autorise le licenciement de 59 salariés. Le déficit de L'Amy s'élève alors à 5,5 millions d'euros. ILG, actionnaire suisse de L'Amy depuis 2015, présente une offre de reprise, qui est acceptée par le tribunal.

ILG a ainsi utilisé l'ordonnance du 20 mai qui facilite, en raison de la crise sanitaire, la reprise d'une société par les actionnaires qui l'ont mise en faillite. Cela a permis à ces derniers de conserver l'entreprise mais purgée de ses dettes, tout en faisant financer par l'État ce qu'elle devait à ses salariés.

L'anarchie propre au système capitaliste

Le Conseil d'analyse économique (CAE), un groupe de réflexion rattaché au gouvernement, a publié une

étude au sujet de la manière dont les Français ont consommé et épargné depuis le confinement, selon leur niveau de richesse [7]. Les 20 % de ménages les plus aisés ont thésaurisé 70 % de la croissance du patrimoine financier accumulé entre mars et août 2020. À l'inverse, les 20 % de Français les plus modestes se sont globalement endettés sur la même période. Au total, la hausse du patrimoine financier net des ménages, c'est-à-dire le surcroît d'épargne accumulé depuis le confinement, était de près de 50 milliards d'euros à la fin août 2020. Le constat est sans surprise, et reflète une réalité universelle dans le cadre du capitalisme. Au vu de cette réalité, la proposition de procéder à une répartition plus juste des richesses afin d'améliorer ainsi le fonctionnement du capitalisme, bénéficie d'une popularité considérable. Il arrive que des gouvernements adoptent effectivement certaines mesures visant à influencer sur la répartition des sommes dont disposent les individus, mais bien évidemment dans des proportions strictement limitées de sorte à ne pas être résolument désavoués par les entrepreneurs et les investisseurs, personnages indispensables pour obtenir la croissance du produit intérieur brut du pays. Et même en imaginant qu'à un instant donné soit atteinte la "justesse" recherchée de la répartition des richesses, des perturbations ne tarderaient pas à s'imposer jusqu'à défaire à nouveau l'harmonie.

Ci-dessous sont évoqués quelques cas de figure qui illustrent les manifestations des discordances entre le volume global de revenus et celui des dépenses, étant donné que, du point de vue des capitalistes, les revenus non dépensés ne doivent pas rester "oisifs" mais être investis pour les faire "fructifier".



Brigitte Macron habillée en Louis Vuitton, à l'occasion du « One Planet Summit » organisé en 2017 à Paris à l'initiative d'Emmanuel Macron.

Production/consommation de luxe

En mi-avril 2020, LVMH Moët Hennessy Louis Vuitton annonce une baisse de 15 % du chiffre d'affaires,

à 10,6 milliards d'euros, pour le premier trimestre de l'année. La Chine avait été placée en quarantaine fin janvier, puis la réouverture des magasins en Chine continentale s'est faite progressivement en mars. Ainsi depuis fin mars dans ce pays se manifeste une reprise de la demande pour les produits de LVMH. Par contre en Europe la situation reste défavorable puisque la moitié de la clientèle est touristique. Sur l'ensemble du premier semestre, le bénéfice net de LVMH s'est écroulé de 84 %, à 522 millions d'euros. Au troisième trimestre les ventes de maroquinerie et de prêt-à-porter de LVMH renouent largement avec la croissance, grâce au rétablissement du marché asiatique.

Capitaux transitant en Bourse

En rapport avec le fonctionnement du circuit global de création et de valorisation de plus-value, le commerce de ces objets de luxe ne joue qu'un rôle accessoire. À l'opposé il y a l'extorsion de plus-value vis-à-vis des travailleurs dans les sphères de production de moyens de grande consommation d'une part, de moyens de production de l'autre. Mais sur ce champ de déploiement les noyaux individuels de capitaux agissent en fonction de l'objectif d'accumulation à échelle toujours plus élargie. Rien ne garantit que l'harmonie de l'ensemble puisse être maintenue dans le temps, bien au contraire. Pratiquement, les voies empruntées pour faire fructifier les fonds résultant de la création de plus-value sont multiples. Tout ne passe pas par la Bourse, loin de là, mais les investissements boursiers introduisent un degré particulièrement accentué d'incertitude. Selon une coutume très répandue, on utilise le mot "spéculation" pour résumer la caractéristique essentielle de la Bourse comme intermédiaire pour la collecte de capitaux. C'est sans doute un facteur important, mais pas exclusif, et les délimitations entre les opérations spéculatives et les décisions d'investissement ou désinvestissement basées sur des objectifs de développement économique réel sont floues.

Airbnb et Tesla

Les cas abordés ici ont en commun le fait que le succès fulgurant dont ils bénéficient en Bourse est en bonne partie dû à des individus qui sont riches au point que leur fortune dépasse largement les sommes qu'ils peuvent dépenser et qui donc "placent" leur épargne.

Airbnb a été fondé en 2008. Actuellement le groupe a quatre millions d'hôtes inscrits et plus de 825 millions de clients. Le chiffre d'affaires des neuf premiers mois de 2020 a plongé de 32 % sur un an. L'entreprise a dû récolter 2 milliards de dollars pour faire face à la crise,

et a licencié environ 25 % de ses salariés. Mais de juillet à septembre, la plateforme a gagné 219 millions de dollars. Le simple fait qu'Airbnb parvienne à dégager des bénéfices trimestriels peut représenter un atout à la Bourse de New York, où nombre de sociétés relevant de l'économie du partage, comme Uber, se sont inscrites sans avoir été rentables auparavant. En décembre, Airbnb a été introduit à la cotation. Le prix de départ de l'action avait été fixé à 68 dollars, l'opération s'est terminée à 144,71 dollars (+113%) par action; la société a ainsi récupéré 3,4 milliards de dollars. À ce niveau, la capitalisation boursière (le nombre d'actions multiplié par le cours en Bourse) de Airbnb atteint environ 100 milliards de dollars.

La mention du nom de Tesla est en général associée à celle de son fondateur Elon Musk. Celui-ci, avant la création des deux sociétés SpaceX en 2002 et Tesla en 2003, a construit sa carrière d'entrepreneur en participant à la constitution d'entreprises et à des opérations de cession qui augmentaient progressivement les fonds dont il disposait. Ce n'était pourtant pas de la spéculation en Bourse, du moins pas dans le sens d'une série d'achats et reventes d'actions. Ainsi il s'est trouvé être cofondateur de PayPal, puis Ebay ayant acquis cette société en échange d'actions d'Ebay, Musk est devenu propriétaire de 165 millions de dollars en actions Ebay.

Outre SpaceX (Space Exploration Technologies Corp., dont il est le directeur technique et PDG) et Tesla, il a constitué SolarCity et The Boring Company dont l'activité a trait au transport et l'électricité non polluants.

Tesla a été introduit en Bourse à New York en 2010. Jusque-là, la société n'avait jamais été bénéficiaire. Le 6 janvier 2021 Tesla a terminé avec une valorisation en Bourse de 717 milliards de dollars. Il se rapproche ainsi de la capitalisation de Facebook, qui valait 750 milliards de dollars le même jour. Les chiffres de ventes du groupe restent pourtant modestes: en 2019 moins de 400.000 voitures, comparés à environ 10 millions pour Toyota ou Volkswagen. Mais Tesla bénéficie du fait qu'il a été bénéficiaire pendant cinq trimestres consécutifs. Sa capitalisation boursière dépasse actuellement celle de tous les constructeurs d'automobiles réunis.

En comparant Tesla à Airbnb, en laissant de côté l'aspect lié aux motivations spéculatives de l'investissement, on peut noter que les traits caractéristiques dans le domaine des activités économiques respectives sont assez différents. Airbnb se base sur les services de médiation pour la location d'hébergements temporaires.

C'est une activité de type plutôt banal. Et qui permet la flexibilité nécessaire pour s'adapter à des contextes mouvants: dernièrement Airbnb a notamment profité de l'intérêt pour les longs weekends et les vacances à proximité, ainsi que du souhait des gens d'effectuer du télétravail depuis un autre lieu que leur domicile. Par opposition, Tesla et SpaceX produisent et exploitent des équipements intégrant des technologies avancées et qui sont destinés à des clients loin de la consommation courante. Les voitures de Tesla, à moteur électrique, sont des modèles du haut de gamme, du moins pour l'instant, et SpaceX produit et exploite des fusées porteuses de capsules spatiales transportant des astronautes. Pour promouvoir ses entreprises, Musk peut attirer l'intérêt d'investisseurs ayant un faible pour l'écologie en général et la dénommée transition énergétique en particulier.

Il faut noter que cette dernière perspective est à la fois un slogan propagandiste pour mobiliser des électeurs, et une voie de développement tout-à-fait sérieuse pour permettre à certaines fractions du capital de sortir du marasme régnant. Les grands esprits se rencontrent... (au bord du précipice?) Ainsi en mai 2020 est publiée dans le journal *Le Monde* une tribune intitulée "Mettons l'environnement au cœur de la reprise économique" [8]. À l'initiative de Jean-Laurent Bonnafé, administrateur directeur général de BNP Paribas et président de l'Association Française des Entreprises pour l'Environnement (EpE), plus de quatre-vingt-dix dirigeants d'entreprises françaises et internationales appellent à une mobilisation collective pour faire de la relance économique un accélérateur de la transition écologique.

Macron et les capitalistes

Dans leur grande majorité, les dirigeants des entreprises cotées à la Bourse de Paris dans le cadre de l'indice CAC 40 et d'autres grands groupes qui ont connu Macron à ses débuts, avaient d'abord une appréciation favorable [9]. Lorsqu'il s'est déclaré candidat à l'élection présidentielle, son programme convenait aux entrepreneurs. Certes, une bonne partie souhaitait initialement la candidature de Fillon, mais sous l'effet des déboires que connut celui-ci, ils se sont rabattus sur Macron. Toujours est-il qu'une fois Macron élu, la méfiance s'installait. À la différence de Nicolas Sarkozy ou de François Hollande, qui voyaient régulièrement les dirigeants des grands groupes, Macron n'a pas pratiqué le contact personnel avec eux. Cette attitude de Macron a perduré. À la présidence de la République, existe un

partage des rôles: au président, les grands patrons étrangers. Macron est très actif pour entretenir de liens avec les représentants du capital international. "Avec le président Macron, il n'y en a que pour les étrangers!" s'exaspère un entrepreneur français en 2018.



Mais, dans sa relation avec les patrons, Macron est protégé pour l'instant par l'absence actuelle d'alternative politique favorable aux milieux d'affaires. "Il n'y a pas d'autre choix que Macron", juge le président d'un grand groupe, alors que le Rassemblement national (ex-FN) reste fort et que le Parti socialiste comme le parti Les Républicains sont très affaiblis. Mais, affirme un communicant, "si un recours émerge, les patrons n'hésiteront pas à lâcher Macron".



En janvier 2019 Macron reçoit au Châteaux de Versailles quelque 150 dirigeants de grandes entreprises mondiales pour la deuxième édition du sommet "Choose France"

Rivalités interimpérialistes

L'accentuation de la situation de crise à l'échelle mondiale implique aussi une amplification des phénomènes de concurrence entre les groupes monopolistiques ainsi qu'entre les puissances impérialistes.

Dès la phase initiale de la pandémie, les États se montraient pressés d'abord à limiter au maximum le ralentissement de l'économie puis à retourner rapidement à un fonctionnement sans entraves. En se référant aux données concernant le taux de croissance du PIB entre 2010 (année de reprise après la crise de 2008) et 2019, on constate en résumé l'évolution suivante [10]. Pour l'Union Européenne: dans une fourchette entre 2,2 et

1,5 (-0,7 et 0 pour 2012- 2013, 1,5 pour 2019); USA: entre 2,9 et 1,6 (2,3 pour 2019); Japon: entre 4,2 et 0,3 (-0,1 en 2011, 0,7 pour 2019); Chine: entre 10,6 et 6,1 (6,1 pour 2019). Pour les pays impérialistes, l'enjeu dépasse la question élémentaire de la croissance du PIB; il s'agit d'une lutte où chaque pays vise à s'assurer au mieux sa place dans la hiérarchie du système capitaliste impérialiste mondial. À cet égard des faiblesses quantitatives peuvent entraîner des conséquences qualitatives décisives. Pour l'instant il semble que la Chine ait pu se placer avantageusement dans ce contexte. Première économie à faire face au choc de l'épidémie, la Chine est aussi la première à en sortir [11]. Selon les données officielles pour 2020, après un effondrement de 6,8 % au premier trimestre le PIB a rebondi de 11,5 % au deuxième trimestre, et comparée au deuxième trimestre de 2019, il a progressé de 3,2 %. Néanmoins ce serait un raisonnement fictif que de dire: "Voilà la preuve que la Chine a causé intentionnellement la pandémie pour handicaper ses concurrents".

Selon les données publiées par le fournisseur d'informations financières Mergermarket, les rachats et ventes d'entreprises dans le monde en 2020 ont totalisé 3.200 milliards de dollars (2.600 milliards d'euros), dont 2.200 milliards réalisés entre juillet et décembre [12]. Soit un recul de seulement 6,6 % par rapport à 2019, grâce au dynamisme des secteurs de la technologie et de l'énergie. Le marché européen progresse même de 5,6 % d'une année à l'autre, avec 847 milliards de dollars de transactions. Quelques commentaires à ce sujet sont significatifs. Hubert Preschez, coresponsable de la banque de financement et d'investissement chez HSBC France constate: "Les fonds de capital-investissement se montrent à l'offensive. Ils disposent de beaucoup d'argent et peuvent s'endetter bon marché". En 2020, ces fonds ont représenté près du quart des fusions-acquisitions annoncées en Europe. Et François-Xavier de Mallmann, président de la banque d'investissement de Goldman Sachs explique: "Les interventions massives des banques centrales ont eu pour conséquence de faire grimper les prix des actifs. La hausse de leur cours de Bourse alimente la confiance des patrons en l'avenir, malgré les lourdes incertitudes". Du point de vue d'un travailleur préoccupé par le coût de la vie au jour le jour, cela semble paradoxal. Mais les capitalistes, eux, peuvent raisonner ainsi: plus les investissements reviennent chers, plus ils se vendent comme de petits pains.

Les opérations de fusion/acquisition peuvent constituer des rapprochements souhaités de part et d'autre des groupes qui s'accordent pour se réunir, l'objectif

étant d'obtenir en commun un rang plus favorable dans la hiérarchie des concurrents au niveau global. Par contraste, des situations existent où des groupes de taille mondiale évoluent séparément selon une compétition assumée dans la durée. Le cas de Boeing et Airbus est significatif, à la fois en ce qui concerne les décennies depuis la création d'Airbus Industrie en 1970 [13], et le tournant amorcé par la situation actuelle. Jusqu'à récemment, il était admis que ces deux groupes constituaient, en matière d'avions commerciaux, un duopole dominant de façon quasi absolu le secteur. Sur la décennie 2009-2018 le nombre de livraisons débute et termine à peu près à égalité, suivant une courbe en augmentation pour les deux: en 2009 498 pour Airbus et 481 pour Boeing, en 2018 respectivement 800 pour Airbus et 806 pour Boeing; l'écart maximal en pourcentage se situe en 2015: 20 % de plus pour Boeing comparé à Airbus [14]. Mais après 2018 se produit une brusque modification. D'abord en 2019 suite aux déboires de Boeing en rapport avec les accidents ayant frappés deux appareils 737: 863 livraisons pour Airbus, 380 pour Boeing (127 % de plus pour Airbus comparé à Boeing). Puis en 2020: respectivement 566 et 157 (260 % de plus pour Airbus). Ce décalage quantitatif se combine avec un autre facteur. Avant cette chute de la quantité de livraisons les capacités de production d'Airbus étaient saturées, la société n'était pas en mesure d'augmenter ses cadences. Maintenant par contre il y a la marge qui permet de récupérer des clients amenés à se détourner de Boeing. Les opinions des analystes en la matière varient, mais un des scénarios plausibles est que la situation de duopole d'autrefois soit fortement perturbée en faveur d'Airbus, avec d'ailleurs un troisième intervenant qui peu à peu gagne de l'importance, à savoir la société chinoise Comac (Commercial Aircraft Corporation of China).

Le réformisme

Indépendamment des circonstances actuelles, on rencontre depuis longtemps des critiques de la part des travailleurs et des syndicalistes qui accusent certains employeurs comme "patrons voyous". Au-delà des individus, peuvent être visés des représentants de l'économie qui agiraient en quelque sorte en tant que membres d'une "bande organisée". La vision réformiste n'est pas aussi abrupte, mais elle tend à sa manière à considérer que, pour améliorer le fonctionnement de la société, il faut mettre hors d'état de nuire certains individus ou groupes d'individus.

L'application du terme voyou - homme sans scrupules ni moralité - peut être justifiée plus ou moins se-

lon les cas, mais elle ne fait qu'obscurcir la compréhension fondamentale de la nature du système capitaliste. Les employeurs sont des êtres humains et, selon la personnalité de chacun, ils ressentent dans une mesure variable des "scrupules" et des élans de "moralité". Quoiqu'il en soit, les capitalistes ainsi que les employeurs à leur service sont des exploiters de par la nature des rapports de production capitalistes. D'un point de vue général, il est tout-à-fait logique que les capitalistes s'adaptent à la baisse de consommation dans un contexte de crise: ils réduisent la production et donc le volume de force de travail utilisé. Et puisque l'objectif qui détermine l'embauche d'un travailleur est de mettre en œuvre sa force de travail, il est logique également que le capitaliste s'en sépare quand il n'en a pas l'utilité.



Quand nous insistons sur le fait qu'il est important de discerner clairement la nature du système capitaliste, c'est une question qui ne se limite pas à la théorie. La vision qui consiste à s'indigner au sujet du comportement de certains employeurs, a pour contrepartie l'espérance illusoire que les tares du capitalisme pourraient être éliminées en écartant les individus malfaisants de la gestion des affaires.

Le réformisme dans la propagande

Dans le contexte de l'épidémie du coronavirus, a été déclenché un grand élan propagandiste en faveur d'un réformisme visionnaire. La CGT est cosignataire d'une "Tribune" publiée le 27 mars 2020 sur Franceinfo intitulée "Plus jamais ça! Préparons le "jour d'après"" . La CGT la diffuse sous le titre "Pour que le jour d'après soit en rupture avec le désordre néolibéral" . Selon ce texte, la situation actuelle offrirait une "opportunité historique d'une remise à plat du système". Voici un extrait.

En mettant le pilotage de nos sociétés dans les mains des forces économiques, le néolibéralisme a réduit à peu de chagrin la capacité de nos

États à répondre à des crises comme celle du Covid. [...]

Emmanuel Macron, dans ses dernières allocutions, appelle à des "décisions de rupture" et à placer "des services [...] en dehors des lois du marché". Nos organisations [...] n'attendent pas des discours mais de profonds changements de politiques [...].

Autrement dit, selon cette interprétation: 1) les États - c'est-à-dire les gouvernements - aurait à tort appliqué des politiques renonçant à toute intervention à l'égard des "forces économiques" - c'est-à-dire de la classe capitaliste; 2) Macron aurait admis que c'était une erreur auquel il faudrait remédier; et 3) il serait possible, en insistant, de faire en sorte que Macron passe des paroles aux actes.

Or la réalité est toute autre. Les gouvernements et l'ensemble des représentants politiques intégrés dans l'appareil d'État participent en permanence au "pilotage de nos sociétés" et ceci en étroite interaction avec les "forces économiques" en question, dont ils contribuent par vocation à assurer le pouvoir. Les contorsions de langage au sujet des "lois du marché", même suivies par des mesures concrètes correspondantes n'y changeraient rien.

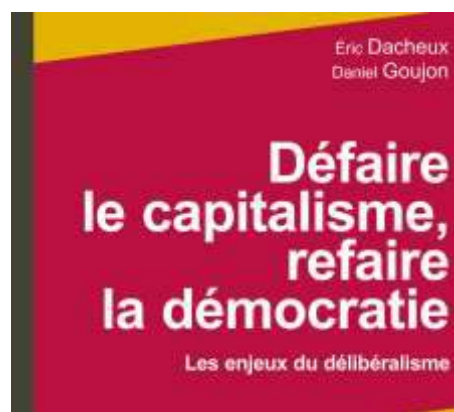
Le 2 avril, la démarche de la tribune est prolongée par une pétition "#PlusJamaisCa, signons #PourLeJourDapres". Dans la prolongation de cette initiative, les signataires élaborent un "Plan de sortie de crise".

[...] Ensuite, notre but est de faire la démonstration qu'il y a des alternatives au capitalisme néolibéral, productiviste et autoritaire, et que ces alternatives sont crédibles, désirables et réalisables, à condition que la volonté politique et les moyens financiers soient enfin mis au service des objectifs de transformation sociale et de préservation de l'environnement, au lieu de les soumettre aux pressions et desideratas des lobbies. Du reste, un grand nombre de ces alternatives relèvent d'un déjà-là qu'il s'agit de conforter, de rénover et de généraliser, que ce soient les grands systèmes collectifs mis en place dans le cadre de l'État social (protection sociale, services publics, etc.) ou les alternatives concrètes qui sont souvent autant de possibles si leur généralisation est envisagée.

[...] les semaines à venir seront décisives et le gouvernement doit urgemment changer de logiciel, pour répondre aux objectifs qui s'imposent

et que nous nous fixons dans les deux premières parties de ce plan de sortie de crise.

De cette argumentation, certains points ressortent clairement. Est affirmé l'objectif de mettre en œuvre "des alternatives au capitalisme néolibéral, productiviste et autoritaire", ce qui ne peut signifier que des formes du capitalisme qui ne soient pas "néolibéral, productiviste et autoritaire" - sinon, il aurait fallu écrire "des alternatives au capitalisme", tout court. Par ailleurs la formulation - très à la mode - qu'il faut "changer de logiciel" exprime à merveille l'approche que tentent d'appliquer les réformistes: amener le gouvernement qui incarne la sphère politique, à outrepasser les exigences des lobbies et à prescrire aux entrepreneurs qui constituent la sphère économique, des règles de comportement convenables et civilisées.



"Rien ne justifie pourtant cet immobilisme théorique", soulignent Eric Dacheux et Daniel Goujon dans Défaire le capitalisme, refaire la démocratie : les enjeux du délibéralisme (Erès). "Préparer la transition vers une société post-capitaliste plus démocratique et plus écologique demande que l'on change de logiciel intellectuel!"

Allant dans le même sens que ce "Plan de sortie de crise", la CGT élabore son propre document: "Le progrès social et environnemental c'est possible et urgent!" Philippe Martinez, Secrétaire général de la CGT, signe la préface "Plus jamais ça".

Le réformisme dans la pratique le cas General Electric

Dans l'ensemble les restructurations mises en œuvre par General Electric en France concernent essentiellement le domaine de la production d'énergie, mais sous des aspects variés. Selon une vieille tradition, les syndicats se sont employés à présenter à la direction du groupe des projets de réorientation industrielle pour certaines entités en fonction des compétences spécifiques. De telles démarches ont été entreprises selon deux axes: la connexion avec les moteurs d'avion, et les débats en cours en matière de la dite "transition énergétique".

GE et Safran (société constituée en 2005 par le rapprochement de Snecma et Sagem) coopèrent depuis 1974 dans le cadre d'une société commune, CFM International. Cette entreprise est le principal producteur mondial de moteurs d'avion. En rapport avec les plans de suppressions de postes à Belfort, des délégués syndicaux et des élus du Territoire militaient pour accueillir Safran dans une logique de diversification de GE vers l'aviation. Mais en juin cette éventualité est finalement abandonnée.

Du côté de la production d'énergie, plusieurs voies sont envisagées. À Belfort existe dans la partie "Steam Power" une activité provenant d'Alstom, qui touche la filière nucléaire. Elle emploie environ 3.000 personnes en France, dont près de 1.300 à Belfort. L'État français y a gardé une participation spécifique au capital qui lui accorde un droit de veto sur certaines décisions de l'entreprise, pour ce qui concerne l'activité nucléaire (une vente de la société, notamment, ne peut pas se réaliser sans son accord). En recherche de liquidités, GE est engagé dans la vente d'une bonne partie de ses actifs, dont potentiellement les activités nucléaires ex-Alstom. Des investisseurs français sont sur les rangs.

En été 2020 le Parti communiste a lancé une campagne nationale. "L'État doit empêcher la casse, suspendre les suppressions d'emplois et s'engager dans le rachat des activités de GE implantées sur le territoire français. C'est vital. Il y va de l'avenir d'un secteur stratégique et de notre souveraineté énergétique. L'État doit reprendre la main", avancent à Belfort Muriel Ternant et Bertrand Chevalier, pour le PCF. En septembre 2020 est constituée l'Association de défense du patrimoine nucléaire et du climat; parmi les membres fondateurs se trouvent pour le PCF André Chassigne et Sébastien Jumel.

Cette approche en termes de "patrimoine national" et "souveraineté" est foncièrement erronée. Nous avons exposé notre analyse au sujet des nationalisations comme mesure permettant prétendument de contrer les méfaits du capitalisme, dans divers textes, entre autres la brochure "À propos du mot d'ordre de nationalisation" [15]. Dans un sens plus large, une vision similaire se retrouve souvent dans les luttes menées par les travailleurs pour se défendre contre les licenciements. Quand les directions d'entreprises annoncent des difficultés et, pour y remédier, décident des réductions d'effectifs, les syndicats, couramment, se lancent dans des contre-argumentations qui tentent de démontrer que les problèmes qu'exhibe la direction seraient dus à des "stratégies erronées" et "des mauvaises choix" appliqués

par cette dernière. Cela revient indirectement à la même idée que celle rattachée à la revendication de nationalisation: le syndicat croit pouvoir se mettre à la place de la direction, c'est-à-dire potentiellement, la remplacer.

Voici un exemple dans ce sens, dans le contexte actuel. En redressement judiciaire depuis le 26 mai 2020, le groupe Camaïeu semble néanmoins rester intéressant pour de potentiels investisseurs: sept offres de reprise ont été déposées, mais d'une manière ou d'une autre elles impliqueraient de sévères mesures de restructuration. L'avocat des salariés de l'enseigne dénonce "une casse sociale importante". Il amène l'argumentation selon laquelle, comme de nombreuses autres enseignes, Camaïeu souffrirait de la crise liée à la pandémie de coronavirus qui a fait chuter son chiffre d'affaires déjà fragilisé auparavant. Le syndicat CGT croit pouvoir balayer ce raisonnement. Selon lui la crise a "bon dos": "la société a fait ces dernières années de mauvais choix stratégiques" [16]. Il s'accroche ainsi à une vision qui est devenue depuis longtemps un réflexe des syndicalistes, déclenché quand ils se sentent désemparés face à la difficulté de stopper les attaques des employeurs.

Pas de fatalité, mais lutte de classe jusqu'au bout

Ni les crises qu'a connues la société capitaliste dans le passé, ni celle que nous vivons actuellement, ni celles à venir tant que dominant les rapports de production capitalistes, amèneront par elles-mêmes le remplacement de cette société par une autre, meilleure. Parmi les capitalistes il y a des gagnants et des perdants, certains gouvernements sont déstabilisés plus que d'autres. Les travailleurs, de leur côté, résistent, se révoltent, parfois désespèrent ou se consolent avec des espoirs illusoire. Entre les deux, de larges couches de la population sont affectées de différentes manières, désorientées par leur situation matérielle objective qui les place entre les deux classes fondamentales de la société capitaliste; ces personnes sont tiraillées et penchent vers des réactions individuelles au gré des événements et des états d'esprit subjectifs.

Seule la classe ouvrière pourra faire avancer le cours de l'histoire. Mais il faudra que les travailleurs prennent conscience de leur appartenance commune à une classe, la leur. Au demeurant, cette prise de conscience ne se produira pas par une fatalité automatique. Bien au contraire de multiples facteurs sont à l'œuvre qui retardent les progrès en ce sens. En particulier, les idées et les forces réformistes constituent un frein nuisible qu'il faut surmonter.

Ainsi la tâche des militants communistes révolutionnaires est double: contribuer à développer la conscience de classe authentique parmi les travailleurs, et œuvrer à

la création du parti d'avant-garde de cette classe afin d'impulser la lutte pour le renversement du pouvoir de la bourgeoisie.

Le contraire de "classe contre classe":



Dessin intitulé "Front uni"

Ce dessin fait partie de l'album "On règlera nos comptes" ("Abrechnung folgt") de George Grosz, paru en 1923 à Berlin

Notes

1. https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?locations=1W&name_desc=false&view=chart
2. <https://www.estrepublicain.fr/economie/2020/11/21/general-electric-a-supprime-3-000-postes-en-cinq-ans>
<https://www.estrepublicain.fr/social/2020/11/26/general-electric-va-supprimer-pres-de-300-postes-en-france>
3. <https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/gap-ou-lincroyable-hecatombe-des-enseignes-de-pret-a-porter-1257826>
4. https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/06/10/habillement-l-anglaise-de-15-000-salaries_6042360_3234.html
5. <https://www.lesechos.fr/industrie-services/conso-distribution/les-commerçants-sont-sacrifiés-sur-l'autel-de-la-lutte-anti-covid-1260268>
6. https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/12/14/de-la-faillite-a-la-reprise-la-bonne-affaire-des-actionnaires-du-lunettier-jurassien-l-amy_6063316_3234.html
7. <https://www.cae-eco.fr/dynamiques-de-consommation-dans-la-crise-les-enseignements-en-temps-reel-des-donnees-bancaires>
8. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/05/03/mettons-l-environnement-au-c-ur-de-la-reprise-economique_6038523_3232.html
9. https://www.lemonde.fr/politique/article/2019/02/13/macron-et-les-patrons-de-l-admiration-au-mariage-de-raison_5422933_823448.html
<https://www.latribune.fr/economie/france/macron-et-les-patrons-une-histoire-d-amour-contrariee-855607.html>
10. https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=National_accounts_and_GDP/fr
11. <https://www.lesechos.fr/monde/chine/la-chine-premiere-grande-economie-a-renouer-avec-la-croissance-1223916>
12. https://www.lemonde.fr/economie/article/2021/01/07/2020-un-tres-bon-millesime-pour-les-fusions-acquisitions_6065492_3234.html
13. Le consortium de constructeurs aéronautiques européens à l'origine d'Airbus est constitué en 1970, sous forme d'un groupement d'intérêt économique (GIE). Il comprend alors l'Aérospatiale (France) et la Deutsche Airbus (Allemagne). Aérospatiale résultait de la fusion, en 1970, de Sud-Aviation, de Nord-Aviation, et de la SEREB, tandis que Deutsche Airbus regroupait Messerschmitt-Bölkow-Blohm et VFW-Fokker. Construcciones Aeronauticas SA. (CASA, Espagne) a rejoint le GIE en 1971. Enfin, British Aerospace (BAe) (formé en 1977 par la fusion de Hawker Siddeley Aircraft avec la British Aircraft Corporation) adhéra au consortium en 1979. Aérospatiale et Deutsche Airbus participait à 38 % chacun, Hawker Siddeley à 20 % et CASA à 4 %. Belairbus (Belgique) et Fokker (Pays-Bas) participent à certains programmes Airbus.
- En 2001 le consortium devient Société Airbus Intégrée (AIC), détenue à 80 % par EADS et à 20 % par BAe. EADS (European Aeronautics Defense and Space Company) avait été constituée en 2000 par la fusion de Aérospatiale Matra, la branche aéronautique de Lagardère, de DASA (DaimlerChrysler Aerospace AG) et de CASA. En septembre 2006, EADS a racheté à British Aerospace ses 20 % détenus dans le capital d'Airbus. EADS a été rebaptisé Airbus Group en 2014.
- Airbus est filiale à 100 % du groupe industriel EADS, il conçoit, développe, construit, vend et assure la maintenance des avions du même nom.
14. <https://www.aerobuzz.fr/industrie/boeing-menace-de-decrochage-par-airbus/>
15. http://rocml.org/wp-content/uploads/2014/12/ROCML_nationalisation.pdf
16. <https://www.businessinsider.fr/en-redressement-judiciaire-camaieu-aurait-recu-sept-offres-de-reprise-184863>

Privatisation ADP : Quand la plupart des organisations marxistes-léninistes adoptent une position chauvine

Voilà maintenant plus d'un an que le gouvernement a affiché sa volonté de privatiser le groupe des aéroports de Paris [1]. Même si pendant la crise de la COVID19, le projet a été suspendu (comme c'est le cas pour d'autres réformes), il s'agit ici de revenir sur la nature des réactions des organisations dites marxistes-léninistes face à ce projet.

Les deux organisations qui ont soutenu en tête des autres le maintien d'ADP dans le giron « public » furent bien entendu le PCF et la CGT. Elles en ont fait leur cheval de bataille entre le printemps et l'été 2019, le tout dans un discours bien rodé qui sied aux réformistes.



Considérant ADP comme une entreprise publique (avec tout ce que les réformistes y attachent comme valeurs), cela même dans un pays impérialiste, ces organisations sont donc montées au créneau. Le groupe parlementaire du PCF a lancé l'initiative d'une pétition afin de récolter près de 5 millions de signatures et organiser un référendum national sur la question. La CGT et le PCF se lancent alors corps et âme dans une campagne effrénée afin de récolter ces signatures. La CGT a d'ailleurs installé une immense banderole sur son siège faisant cause commune avec le PCF mais aussi avec le LR, le PS, le Centre qui ont soutenu au parlement l'initiative de ce référendum (c'est d'ailleurs LR qui est majoritaire dans l'action parlementaire). Quand il s'agit de défendre un bien commun de la nation, il faut faire cause commune, le PCF s'est alors retrouvé aux cotés de LR.

Mais pourquoi un tel front ? Le PS, l'UDI ou même LR sont-ils de dangereux gauchistes qui souhaitent nationaliser les entreprises de France ? Bien sûr que non.

Pour mieux comprendre, il faut se pencher un peu plus sur ce qu'est le groupe ADP, cette belle entreprise publique aux mains de l'État.

ADP c'est (extrait du journal *Le Monde*) [2] :

- Il possède les plus gros aéroports français : Roissy-Charles-de-Gaulle (72,2 millions de passagers), Orly (33,1 millions de passagers), Le Bourget et une dizaine d'aérodromes ;
- Ces aéroports sont aussi des centres commerciaux d'envergure, avec 386 boutiques et services, qui ont rapporté, à eux seuls, 1 milliard d'euros en 2018 ;
- C'est le premier propriétaire foncier d'Ile-de-France, grâce aux 6 686 hectares des aéroports, dont 411 hectares sont disponibles. Il détient aussi plus d'un million de mètres carrés de bâtiments (hangars, hôtels, bureaux, etc.) ;
- Il dispose d'une filiale dans la téléphonie (Hub One) ;
- Il a fortement développé sa participation dans le capital de nombreux aéroports internationaux, soit directement (Zagreb, Santiago du Chili, Amman, Maurice, etc.), soit par le groupe TAV Airport (Istanbul Atatürk, Antalya, Izmir, etc.).



Enfin, le fait qu'ADP soit aux mains de l'État serait un antidote pour certains face à la barbarie capitaliste. Une entreprise nationalisée dans une nation capitaliste n'appartiendrait pas à la sphère capitaliste ?

Pourtant, d'après ce qu'on lit, c'est une entreprise qui vampirise d'autres nations, qui les parasite comme savent le faire les monopoles impérialistes, elle engrange des millions d'euros de bénéfices (qu'elle ne redistribue pas aux salariés), elle possède de multiples portefeuilles comme beaucoup de monopoles impérialistes privés.

Enfin, en bon supporter de l'impérialisme français, il n'y a rien d'étonnant à ce que le PCF ou la CGT confédérale soutiennent une telle revendication. C'est loin d'être la première fois que la gauche française se vautre dans le social-chauvinisme, unie auprès de la droite.

Déjà Lénine, à la suite de l'union sacrée des Partis de la II^e internationale en 1914, a défini le social-chauvinisme : une couche du prolétariat profitant des miettes des surprofits de l'impérialisme et qui se rattache à la couleur nationale de sa propre bourgeoisie. Elle est ainsi hostile à toute idée de « perturbations dans le développement graduel ».

Là où ça se corse c'est lorsque les organisations de type « léniniste » se mettent à la "queue-leu-leu" derrière le PCF ou la CGT afin d'exprimer les mêmes revendications, sociales-chauvines, de soutien sans critique au maintien de ADP dans le portefeuille de l'État français !

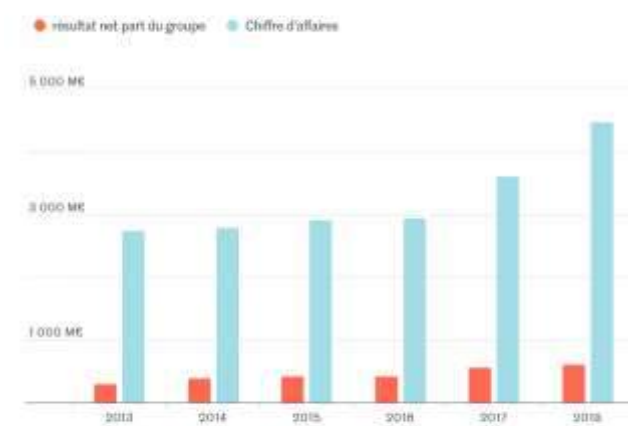
Pour le PCRPF un simple appel à signer la demande de référendum [3] : « Le PCRPF s'associe à toutes les formes de luttes contre la privatisation d'Aéroport de Paris. Dans ce cadre, il invite tous les défenseurs du service public des transports à signer la demande de référendum, en utilisant le lien suivant [...] ».

Dans les textes du PCRPF, on retrouve les illusions que si le groupe ADP reste public, celui-ci sera extérieur aux lois du marché, à la financiarisation, au capitalisme somme toute. Voilà ce que l'on trouve dans l'un des innombrables articles produits par cette organisation sur le sujet [4] : « Ce projet n'est pas le fruit du hasard ; il répond aux exigences toujours plus grandes de rentabilité du capital qui imposent de tout marchander et il s'inscrit dans le droit fil des directives européennes élaborées par et pour les monopoles capitalistes. »

Le rôle impérialiste d'ADP présent sur plusieurs continents est totalement passé sous silence ainsi que le

résultat net de plus de 600 millions € en 2018, ce qui en fait une entreprise capitaliste comme une autre... À moins que posséder des aéroports à l'étranger fasse partie du "packaging" du service public. N'est-ce pas là ce que décrit Lénine sur les miettes de surprofits réalisés par les monopoles impérialistes nationaux à l'étranger ? Ces miettes de surprofits qui constituent le terreau de l'aristocratie ouvrière, de l'opportunisme et du social-chauvinisme ?

Le chiffre d'affaires et le bénéfice du groupe ADP ont fortement augmenté en cinq ans



Source : Groupe ADP

Figure 1 [5]

Pour le PCOF, il s'agit d'un article dans *La Forge* de juillet/août 2019, le N°608, qui se fait uniquement le porte-voix de la plateforme des organisations relayant l'appel à soutenir la campagne pour le maintien d'ADP dans les mains de l'État [6]. Le PCOF se fait le simple relai, sans jamais exprimer une opinion indépendante, d'un communiqué où il se retrouve aux côtés du PS, du PCF, des Verts, de la FI, etc. - toute la fine fleur "révolutionnaire" que compte la France - pour dire en chœur que les entreprises nationales font partie du « bien commun », mais commun à qui ? À la bourgeoisie et au prolétariat français ? Car ce sont bien là les thèses opportunistes et propres au social-chauvinistes que sont les PS, PCF, FI et autres que vient soutenir ici, et gratuitement, le PCOF, organisation se revendiquant marxiste-léniniste.

Cette plateforme, signée aussi par le PCRPF, ne fait que diffuser un peu plus les illusions réformistes supposant que le caractère public des entreprises en fait des entreprises hors du système capitaliste.

Cette ligne politique portée par la plupart des organisations dites marxistes-léninistes tend à ancrer dans les consciences des prolétaires que l'État français n'est pas partie prenante de la lutte des classes, mais au-dessus, tel un arbitre. Ces organisations suggèrent qu'il est préférable qu'une entreprise, ses salariés, soient sous le giron public, sous la tutelle de l'État car celui-ci n'appartiendrait pas à la sphère marchande et ne répondrait pas aux exigences du profit.

C'est là encore une déviation de la part des organisations dites marxistes léniniste qui :

- Enracinent encore et encore les illusions sur la nature de l'État et ne portent pas des revendications révolutionnaires mais réformistes
- Ne se démarquent pas des opportunistes, des chauvins et du social-impérialisme
- Appuient les positions impérialistes de sa propre bourgeoisie et confortent l'aristocratie ouvrière dans sa position parasitaire.

Le rôle des communistes est de démasquer la nature de cette campagne initiée par la direction du PCF et de la confédération CGT, de démontrer aux prolétaires l'il-

lusion que représente le secteur public dans une métropole impérialiste et de dresser le caractère impérialiste et parasitaire d'ADP. Dans une société capitaliste, l'État ne déroge pas aux règles du profit, surtout lorsque celui-ci est impérialiste. Ces organisations de type léniniste avancent la revendication de la nationalisation sans même parler de l'intervention des ouvriers, de leur rôle, d'un rapport de force quelconque. Il n'est pas posé ici la question du pouvoir ouvrier mais du pouvoir de l'État au détriment des prolétaires. Cette revendication portée par ces groupes est ainsi une revendication à caractère opportuniste.

À moins que les organisations, si peu audibles au niveau national, tentent d'inscrire leur sigle de groupuscule dans n'importe quel communiqué réformiste afin de multiplier les visites sur leur site internet respectif ?

En agissant ainsi, ces organisations dites marxistes-léninistes, ne font pas le jeu de la classe, n'agissent pas dans le sens de l'élévation général de la conscience politique du prolétariat. Elles entretiennent, au contraire, les positions parasitaires d'une minorité de l'aristocratie ouvrière et de l'opportunisme, dont la base économique est l'exploitation impérialiste.

« L'État moderne, quelle qu'en soit la forme, est une machine essentiellement capitaliste: l'État des capitalistes, le capitaliste collectif en idée. Plus il fait passer de forces productives dans sa propriété, et plus il devient capitaliste collectif en fait, plus il exploite de citoyens. Les ouvriers restent des salariés, des prolétaires. Le rapport capitaliste n'est pas supprimé, il est au contraire poussé à son comble. »

F. Engels: Anti-Dühring, M. E. Dühring bouleverse la science; Paris, Éditions sociales, 1950; p. 239

★

(Ce texte nous a été transmis
comme contribution par un camarade.)

Notes

1. https://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/privatisation-d-aerports-de-paris-le-gouvernement-devoile-ses-garanties_2066784.html

2. https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2019/03/13/loi-pacte-les-enjeux-de-la-privatisation-d-aerports-de-paris-en-six-questions_5435432_4355770.html

3. <https://www.pcf-ic.fr/Aerport-de-Paris-signez-contre-sa>

4. <https://www.initiative-communiste.fr/articles/contre-la-privatisation-daerports-de-paris-gagnons-le-referendum-adp-referendumadp/>

5. https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2019/03/13/loi-pacte-les-enjeux-de-la-privatisation-d-aerports-de-paris-en-six-questions_5435432_4355770.html

6. Cet appel est visible ici : <https://www.initiative-communiste.fr/wp-content/uploads/2019/07/APPEL-COMMUN-ADP-v224123.pdf>

Un point sur la situation au Chili

Dans le n° 27 de notre journal *La Voix des communistes* paru au 1er semestre 2020 nous avons abordé dans un article intitulé "Mobilisation populaire au Chili" une analyse du mouvement en cours dans ce pays, lequel certes ne remettait pas en cause le capitalisme en tant que système économique, mais tout du moins le caractère "ultralibéral" de l'économie du pays et les inégalités immenses qu'elle génère. La force exceptionnelle du mouvement et sa continuité dans le temps lui ont permis, malgré la pandémie de Covid-19 et les mesures de confinement qu'elle a engendrées, d'obtenir certaines concessions historiques de la part du gouvernement bourgeois chilien.

Parmi ces concessions on trouve en premier lieu l'organisation d'un référendum portant sur la question de la constitution réactionnaire héritée de la dictature militaire d'Augusto Pinochet. Ce référendum devait initialement se tenir en avril 2020, mais pour des raisons sanitaires inhérentes à la pandémie que traverse le Chili tout comme le reste du monde, il avait été repoussé au 25 octobre 2020. Le pouvoir a essayé de profiter de la situation pour avoir le temps d'élaborer une sortie de cette crise qui soit favorable à la bourgeoisie, en misant aussi sur l'essoufflement du mouvement. C'était sans compter sur la détermination des travailleurs chiliens qui le 19 octobre 2020 ont commémoré dans la rue le premier anniversaire du début de leur mobilisation. Une occasion pour eux de réaffirmer leur opposition au gouvernement ainsi que leur soutien à la tenue du référendum. Celui-ci a finalement eu lieu et s'est transformé en un plébiscite avec un score de 80 % en faveur de la remise en cause de la constitution.



Wallmapu est un parti politique de la population originaire Mapuche.

En avril sera formée une Convention constituante. Elle sera chargée non pas d'apporter des modifications à la constitution en vigueur, mais d'élaborer un projet de constitution entièrement nouvelle. Celui-ci doit res-

pecter certains aspects prédéterminés: le caractère de République démocratique, les jugements prononcés, les traités internationaux ratifiés. La convention sera composée de 155 membres élus selon les mécanismes électoraux habituels. Le projet élaboré sera soumis à une procédure de plébiscite pour laquelle s'appliquera l'obligation de participation au vote. Si le remplacement de la constitution actuelle est rejeté, celle-ci restera en vigueur.

Un progrès important a été obtenu en faveur des populations dites originaires, dans la mesure où parmi les 155 sièges de la Convention, 17 leur seront attribués. Au vu des revendications fondamentales que ces populations font valoir depuis longtemps, il s'agit néanmoins d'un compromis insuffisant. Notamment, leur proportion dans l'ensemble de la population étant de 12,8 % (plus de 2 millions), ils devraient donc disposer de 25 sièges. Et surtout, les questions fondamentales restent posées, concernant la reconnaissance du caractère plurinational de l'État, des droits des peuples originaires à leur libre détermination et à la disposition des ressources naturelles dans leurs territoires.

Un autre point essentiel sur lequel le mouvement populaire chilien a obtenu une remise en cause de la situation actuelle, c'est la question des retraites. Comme nous l'avons abordé dans notre précédent article, le système de pension chilien, lui aussi un héritage de la dictature de Pinochet, est basé sur un modèle libéral où les travailleurs cotisent auprès de fonds de pension (AFP) privés. Ce système, tout en pesant lourdement sur les ressources financières des travailleurs ne parvient pas, pour une grande majorité, à leur garantir une pension décente.

L'épidémie de Covid-19 a accentué la précarité des conditions de vie que subissent les travailleurs. Pour tenir compte de ces circonstances, le gouvernement, à titre de mesure exceptionnelle, a autorisé que les cotisants puissent effectuer un retrait à hauteur de 10 % des fonds individuels épargnés. Pour le gouvernement c'est un moyen de redonner du pouvoir d'achat aux travailleurs les plus pauvres et aux chômeurs dont la situation s'est grandement dégradée depuis le début de la crise sanitaire. Pour les travailleurs concernés, c'est un remède à double tranchant, puisque cela aggrave encore l'insuffisance de ces fonds en principe destinés à leur assurer une pension de retraite.

Dans le contexte de l'aggravation de la situation économique du pays et des masses populaires en particulier, et face au maintien d'une certaine pression de la part des travailleurs, le gouvernement conservateur au pouvoir s'est senti obligé d'envisager une réforme de ce système de retraite. La bourgeoisie cherche désormais par tous les moyens à ce que les modifications à apporter impliquent suffisamment d'éléments pour qu'il s'agisse d'une sortie par "la droite" à la crise sociale que traverse le pays. Il est clair que les mesures envisagées par le gouvernement ne changent pas fondamentalement la structure globale du système. Face à cela, est exprimée la revendication d'instaurer un système basé sur le principe de la répartition. Au demeurant, l'affaire n'est nullement réglée, les tractations se poursuivent sur le terrain parlementaire.



Un slogan très répandu durant les manifestations depuis 2019: "Je n'ai pas peur de mourir, j'ai peur de partir à la retraite".

On le voit, les avancées indéniables obtenues par le mouvement populaire chilien depuis plus d'un an sont le fruit de sa forte mobilisation et de sa détermination face à la répression exercée par le pouvoir bourgeois. Mais rien n'est encore gagné car la bourgeoisie s'obstine et fera tout pour sortir de cette crise avec le minimum de concessions à faire.

Pour réaliser ses intérêts réactionnaires, la Turquie zigzague au milieu des conflits interimpérialistes

Afin de compléter les articles des numéros récents de la *Voix des Communistes* concernant le Moyen-Orient, nous allons ici nous pencher plus spécifiquement sur le rôle de la Turquie dans cette région.

Pour comprendre le rôle de la Turquie, il est nécessaire de faire un bref historique du niveau de développement du capitalisme dans ce pays et des étapes principales qui l'ont constitué.

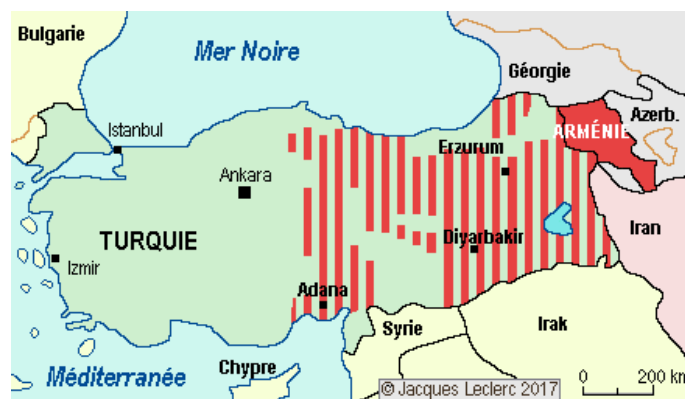
Historique du développement du capitalisme en Turquie

La Turquie a connu un retard dans le développement du capitalisme par rapport aux pays européens. Ce retard est lié en partie à la structure de la base économique de l'Empire ottoman qui a freiné l'émergence d'une classe bourgeoise turque politiquement dominante.

L'Empire ottoman n'a pas fonctionné comme un véritable empire colonisateur (au sens que nous le connaissons avec la France, l'Angleterre, l'Espagne, le Portugal, les Provinces-Unies, etc.), mais plutôt un empire expansionniste de type féodal dans lequel les territoires occupés doivent payer de lourdes taxes. Pour cette raison, le développement du capitalisme a été tardif en Turquie. Quand Moustapha Kemal "Atatürk" a pris le pouvoir, l'industrialisation de la Turquie était proche de zéro. Jusque dans les années 1940-1950 c'est un pays semi-féodal. Le capitalisme s'accélère cependant à partir du plan Marshall de 1946.

À l'époque de l'Empire ottoman, les manufactures sont principalement entre les mains de populations non turques (surtout grecques, arméniennes et juives).

Les massacres, génocides et déportations qui auront leur apogée en 1915 (mais qui ont commencé bien avant - exemple : les massacres de Cilicie en 1909) sont à comprendre dans ce contexte où la bourgeoisie émergente turque doit "faire de la place" pour s'imposer comme groupe bourgeois dominant dans l'empire en utilisant le nationalisme turc (et l'idéologie panturquiste) comme instrument pratique de réalisation de cet objectif.



Présence des Arméniens en 1915 en Turquie

La société turque issue de la Première guerre mondiale était une société traditionnelle agricole, sans bourgeoisie ni classe ouvrière développées. Les éléments capitalistes consistaient principalement en la présence de

marchands et banquiers grecs et arméniens - pour la grande majorité - et juifs. La révolution bourgeoise impulsée par Moustapha Kemal visait à favoriser la consolidation d'une bourgeoisie d'ethnie turque. Cependant, dans cette période, les tâches politiques et historiques de la révolution bourgeoise n'ont pas été atteintes (notamment sur la question des Kurdes et des autres minorités, sur la liberté dans l'expression politique, sur la réforme agraire, etc.). L'armée turque a toujours été la force politique dirigeante.

À mesure que l'État et le capitalisme se développent en Turquie, les besoins de la bourgeoisie ont évolué et des ajustements ont été réalisés, y compris par plusieurs coups d'État.

Le coup d'État de mai 1960 répondait notamment à cet objectif en libéralisant la société (libéralisation des universités, droits syndicaux, séparation des pouvoirs) afin de favoriser la formation de cadres turcs pour la bourgeoisie, qui étaient jusque-là déficients quantitativement. Comme indiqué plus haut, le développement du capitalisme en Turquie lui a imposé de procéder au renouvellement de son instrument d'État. Cela a généré des conflits entre la nouvelle bourgeoisie monopoliste (laquais de l'impérialisme) et le groupe social des propriétaires terriens qui contrôlaient toutes les provinces de Turquie (essentiellement des campagnes).

Cette nouvelle situation n'a pas uniquement créé des conflits entre les différentes franges de la bourgeoisie, le conflit entre travail et capital s'est aussi accentué. À partir de l'année 1960 la lutte de la classe ouvrière s'accélère, avec par exemple l'occupation de terres par des journaliers agricoles et des paysans. Le TIP (Parti Ouvrier de Turquie) est créé en 1961 et en 1965 fait élire 15 députés au parlement. Une partie de la jeunesse rejoint cette mouvance, crée une organisation DEV-GENÇ (Jeunesse Révolutionnaire), qui est à l'origine de plusieurs groupes révolutionnaires. La situation économique se détériore avec une forte récession économique à la fin des années 1960. Le contexte international, notamment les mobilisations en 1968 des ouvriers et étudiants comme en France, ainsi que l'essor des mouvements antiimpérialistes, exerce également une influence stimulatrice. La solidarité avec les causes vietnamienne et palestinienne se développe, et la pression exercée par la bourgeoisie conduit certaines organisations révolutionnaires à franchir le pas vers la lutte armée.

Les 15-16 juin 1970 a eu lieu une grande grève régionale dans la région d'Istanbul pour s'opposer aux attaques réactionnaires du capital contre les droits syndicaux et politiques et dont la répression couta la vie à de

nombreux militants ouvriers. Face au renforcement de la classe ouvrière et à la crainte d'une révolution, la bourgeoisie turque, à court d'autres solutions, a réglé le problème par le coup d'État de mars 1971. Il s'est traduit par des restrictions concernant un certain nombre de libertés démocratiques existantes depuis le coup d'État précédent, de 1960 (contrôle accru ou interdiction des mouvements et organisations prolétariennes politiques et syndicales, massacres anti-communistes par des nationalistes-chauvins, restrictions des droits syndicaux, gel des salaires) et un renforcement de la grande bourgeoisie par l'octroi de crédits et une dévaluation monétaire favorable aux grands groupes capitalistes.



Grève durant le coup d'État de 1980.

Le coup d'État de septembre 1980 accentue encore fortement cette répression. Il a été organisé par la grande bourgeoisie des monopoles, avec la complicité des États-Unis et des autres pays impérialistes occidentaux. Ses origines sont multiples. La première cause est interne : jusqu'aux petits villages, la lutte politique-sociale était intense et omniprésente, les organisations prolétariennes étaient très influentes. La société était divisée entre deux camps, révolutionnaire et réactionnaire. Le jour même du coup d'État, des centaines de milliers d'ouvriers étaient en grève et la situation était réellement révolutionnaire. Le peuple kurde s'organisait de plus en plus, et la revendication d'auto-détermination se propageait au Kurdistan. La seconde origine est externe et directement liée à la situation au Moyen-Orient, notamment avec la révolution islamique en Iran où les États-Unis ont perdu un pays allié, n'étant plus sous leur contrôle. Si on prend aussi en compte le contexte de la guerre froide qui existait encore à l'époque, c'était une raison majeure d'appuyer ce coup d'État. Celui-ci et la réaction qui a suivie ont coûté très cher aux mouvements communistes, révolutionnaires et à toutes les forces démocratiques de Turquie.

À partir de 2000, la clique bourgeoise dominante a utilisé le mécontentement de la population contre l'armée turque, suscité par ce coup d'État, pour changer la configuration politique du pays. Depuis, la fraction

bourgeoise au pouvoir est constituée politiquement d'une alliance entre panturquisme et islamonationalisme. Ce dernier courant, en Turquie, vise l'unification avec les peuples turcs d'Asie central; il reprend des éléments du pantouranisme, un mouvement datant du début du 20e siècle.

La Turquie tente d'augmenter son influence au niveau international

Aujourd'hui encore, la Turquie n'a pas atteint pour lui-même le stade de pays impérialiste au plein sens du terme et reste encore largement dépendant des impérialismes principalement actifs dans la région (notamment l'impérialisme US dont elle a longtemps été un relai régional dans la lutte contre l'Union Soviétique, mais pas seulement puisqu'elle est aussi une zone où les capitaux des puissances impérialistes européennes ont une forte influence et de nombreuses relations avec les capitalistes turcs). En parallèle, au cours de la dernière décennie, la bourgeoisie tente d'élargir son influence au Moyen-Orient, au Caucase et dans les anciennes républiques socialistes d'ethnies turciques. La Turquie poursuit aussi le but d'empêcher la formation d'une république kurde, et ce dans n'importe quelle partie du Kurdistan - comme en témoigne l'occupation d'Afrin et d'autres villes du Kurdistan ouest (Rojava) - pour étouffer le mouvement révolutionnaire. La mise en œuvre de cette agression est une réaction, qui était prévisible, à l'échec des djihadistes de Daesh et consorts à vaincre militairement les Kurdes. Pour parvenir à ces objectifs, la bourgeoisie turque essaye d'utiliser les conflits interimpérialistes pour augmenter son influence et sa "part du gâteau" et empêcher parallèlement la création d'un État kurde unifié, ce qui est l'un de ses buts principaux.

La Turquie est donc active sur plusieurs terrains avec des perspectives et des résultats assez divers mais toujours de façon réactionnaire.

En Libye, à l'époque de Kadhafi, la France avait noué des liens économiques importants avec le régime. L'État turc aussi a depuis longtemps des intérêts économiques dans ce pays. Après la chute du régime en 2011, s'est suivie une période de manœuvres intenses de la part de pays impérialistes, dont la France, pour maintenir la Libye dans leur sphère d'influence. Pour les entreprises de construction turques, environ 15 % des activités à l'international étaient localisées en Libye. Les événements ont mis un coup d'arrêt à des projets dont la valeur est estimée à quelque 20 milliards d'euros. La

Turquie s'efforce de raviver ces contrats, mais la situation est embrouillée, à cause des conflits entre groupes rivaux qui se disputent le pouvoir. Actuellement, les principales entreprises de construction turques, dont Cengiz Insaat, Yuksel Insaat et Tikfine, visent à obtenir la saisie des actifs de la Banque centrale de Libye pour récupérer les frais accumulés sur les transactions qui ont eu lieu pendant les plus de 40 ans de mandat de Kadhafi (1969-2011). D'un point de vue militaire par contre, l'influence turque n'a pas abouti à grand-chose et aucun but n'a pu être atteint, car la Turquie se trouve bloquée par les intérêts des principales puissances impérialistes actives dans la région. En outre, la question libyenne ne peut être totalement séparée des enjeux liés au contrôle de la Méditerranée et des événements en mer Égée.

Quant au Moyen-Orient, nous avons déjà montré dans les numéros précédents de la *Voix des Communistes* les buts véritables de la politique agressive déployée par la Turquie (voir les lectures complémentaires suggérées en fin d'article).



Septembre 2019: Erdoğan annonce que 2 à 3 millions de réfugiés syriens pourraient être réinstallés en Syrie dans la "zone de sécurité" qu'il souhaite créer. Les sociétés turcs de construction sont très intéressées.

La Turquie a certes obtenu quelques avancées, via l'utilisation de forces réactionnaires, y compris par une alliance avec les forces intégristes djihadistes en Syrie et même l'État islamique. Mais cette victoire est maigre et provisoire. L'avancée de l'État turc sur les territoires kurdes n'entrave pas le développement parmi le peuple kurde de l'esprit d'unité des quatre parties du Kurdistan, nonobstant le développement au Kurdistan Sud (Irak) d'une bourgeoisie kurde réactionnaire (souvent complice de la Turquie) depuis la deuxième Guerre du Golfe. Malgré cela, même dans ce secteur, inévitablement la conscience et l'indépendantisme se développent.

Nous ne devons pas perdre de vue la complicité des impérialistes. Pendant que les brigades progressistes (dirigées politiquement et organisationnellement par les Kurdes) au Rojava (Kurdistan Ouest) remportaient de grandes victoires militaires contre l'État islamique et di-

vers groupes religieux réactionnaires et politiques au niveau local, la Turquie tenait des pourparlers avec les États-Unis et la Russie pour négocier les conditions et limites de ce qu'elle pourrait faire ensuite contre le Rojava. Elle a ainsi obtenu l'accord des États-Unis (qui se sont retirés de la zone peu de temps avant) et de la Russie (qui a ouvert l'espace aérien qu'elle contrôlait jusque-là) pour permettre cette agression de grande ampleur, les Kurdes n'étant plus "utiles" pour les puissances impérialistes puisque l'État islamique a perdu l'ensemble de ses territoires et qu'Al-Assad est maintenu au pouvoir. Ainsi, en Syrie et bien qu'agissant selon ses intérêts propres, l'État turc n'a pu intervenir directement qu'en accord avec les puissances impérialistes.

L'agression turco-azérie en Haut-Karabagh (dénommé Artsakh par les Arméniens) n'a pas de réel intérêt direct d'un point de vue économique, l'Artsakh est une terre montagneuse relativement pauvre et difficile d'accès. Cependant d'un point de vue politique et nationaliste il en est tout autrement.

En 1991, à la dislocation de l'URSS dont l'Arménie et l'Azerbaïdjan faisaient partie, le Haut-Karabagh organise un référendum puis proclame son indépendance vis-à-vis de l'Azerbaïdjan. Après une période de conflit militaire commencé dès 1988, un cessez-le-feu négocié par la Russie entre en vigueur en 1994. L'Arménie contrôle depuis environ un cinquième du territoire de l'Azerbaïdjan, dont le Haut-Karabagh; la population du Haut-Karabagh est aujourd'hui composée à plus de 99% d'Arméniens de confession chrétienne.

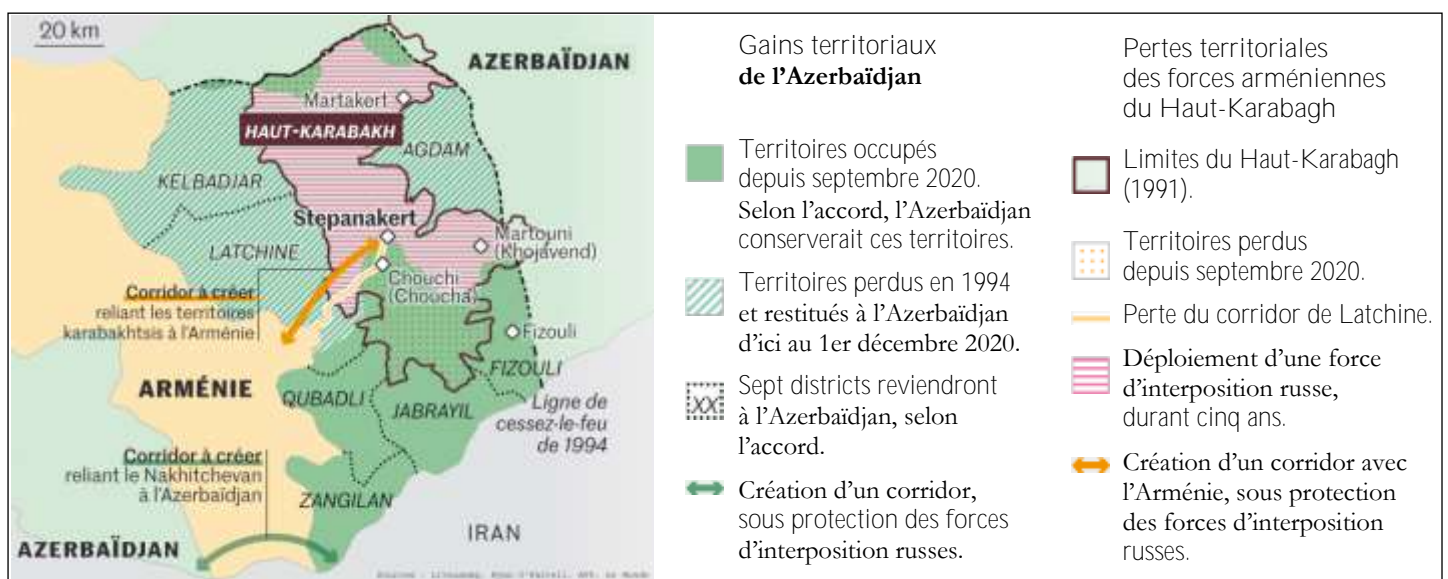
Le président azéri Heydar Aliyev (1993-2003), décrivait la relation entre son pays et la Turquie en ces termes : "Une seule nation, deux États". La propagande panturque se réfère volontiers à ce slogan, ainsi Erdoğan déclare le 11 décembre 2020 : "Cette victoire est

aussi un tournant dans les relations Bakou-Ankara. Le principe d'"une seule nation, deux États" est l'essentiel de notre solidarité."

Cette guerre avait surtout deux finalités principales : Premièrement permettre à la frange de la bourgeoisie représentée par Erdoğan de donner des gages politiques à ses alliés nationalistes (Loups gris par ex.) en vue des prochaines élections où l'AKP fait face à de très grosses difficultés internes. Deuxièmement, la capitulation arménienne a acté la création d'un corridor routier entre le Nakhitchevan et le reste de l'Azerbaïdjan, établissant ainsi une continuité territoriale entre la Turquie et l'Azerbaïdjan (hors Nakhitchevan) et un accès pour la Turquie à la mer Caspienne. C'est donc une victoire pour la Turquie, même si ce n'est pas une victoire totale puisque une partie du territoire revendiqué par l'Azerbaïdjan est toujours sous contrôle arménien.

Ici encore, la Turquie est intervenue en lien avec l'Azerbaïdjan uniquement parce que les puissances impérialistes occidentales et russes l'ont permis dans les limites où leurs intérêts ne sont pas menacés. L'Arménie ne dispose pas de réels alliés au niveau diplomatique et militaire qui ait pu avoir un intérêt quelconque à empêcher cette guerre dans laquelle le rapport de force était disproportionné. Cela d'autant plus que l'Arménie avait placé au pouvoir en 2018 un premier ministre moins favorable à la Russie que les précédents et que cette agression a permis de punir à cet égard l'Arménie et de lui rappeler de se soumettre complètement à la seule puissance impérialiste pouvant leur assurer une protection. Dans le même temps, la Russie impérialiste est aussi gagnante et pérennise une présence militaire dans le sud du pays.

Pour résumer, actuellement les actions intérieures et extérieures de la Turquie trouvent une grande part de



leurs explications dans l'important retard historique du développement du capitalisme en Turquie. Ce retard a conditionné l'utilisation du nationalisme turc dès la fondation de l'État dans sa forme moderne. Ultérieurement le nationalisme a constamment pris une place importante, autant en réponse à l'essor du mouvement révolutionnaire, qu'en lien avec l'inclinaison vers des visions et des pratiques de type fasciste pénétrant la bourgeoisie et la société turques, souvent via une rhétorique usant de sentiments de nostalgie de l'époque ottomane.

Sur le plan intérieur, l'État turc mène à tous les niveaux et par tous les moyens une politique répressive sévère et agît pour essayer d'écraser toutes formes de luttes, qu'il s'agisse des luttes du peuple kurde, des luttes du prolétariat ou bien des luttes pour les libertés démocratiques. Pour écraser ces luttes, la bourgeoisie turque ne recule devant aucun procédé de répression : enlèvements, assassinats, arrestations massives, privations de droits civiques, etc. Depuis la perte des élections municipales dans plusieurs grandes agglomérations, les réactionnaires de l'AKP (Erdoğan) et du MHP (Bahçeci) mènent une politique encore plus agressive. Les conflits entre les différentes franges de la bourgeoisie turque se sont aggravés, néanmoins cette bourgeoisie est toujours unie sous la bannière du chauvinisme dans sa lutte contre les luttes du prolétariat et des Kurdes comme en témoignent par exemple les nombreuses destitutions d'élus ou les interdictions pour les députés de l'opposition du HDP d'organiser des conférences de presses.

Au niveau de la politique étrangère turque actuelle au Moyen-Orient, ses résultats sont globalement assez médiocres, mais les buts poursuivis restent liés aux points

précédents : écraser les mouvements de libération kurdes en dehors des frontières (attaque contre le Rojava en Syrie, envahissement d'une partie du Kurdistan Sud en Irak) et augmenter l'influence politique et économique de la Turquie au niveau régional comme le démontrent les décisions expansionnistes et agressives révélées par les événements récents en Méditerranée et au Caucase.

Pour finir, on peut constater que malgré les gesticulations et la propagande agressive de l'AKP, la Turquie reste un pays à la remorque des pays impérialistes actifs au Moyen-Orient et procède à toutes ses avancées ou tentatives d'avancées réactionnaires uniquement en accord avec eux et seulement dans la mesure où elle ne contrarie pas leurs intérêts. Dans le même temps, la Turquie constitue un terrain émergent très intéressant pour les pays impérialistes à plusieurs points de vue : **prix de la main d'œuvre, courte distance nécessaire au transport des marchandises, position géographique aux portes du Moyen-Orient, route importante pour les flux de matières premières pétrolières et gazières.**

Malgré certaines protestations de façade observée en Europe, aucune sanction n'a été prise par le Parlement européen. La cause en est que leurs intérêts impérialistes passent toujours avant les luttes démocratiques des peuples. Comme toujours. En Turquie comme ailleurs.

Pour se débarrasser de la domination de la bourgeoisie en Turquie, sous toutes ses formes, les peuples de Turquie doivent compter uniquement sur eux-mêmes et leurs luttes, et ne rien attendre des pays impérialistes.

Lectures complémentaires disponibles sur le site du ROCML

Interview de Cemil Bayik (membre fondateur du PKK et coprésident du conseil exécutif du KCK) (février 2019) :

<http://rocml.org/sur-la-situation-en-syrie-en-rapport-avec-la-lutte-de-liberation-des-kurdes/>

Dossier "Sur la situation en Syrie en rapport avec la lutte de libération des Kurdes" (Juin 2019) :

<http://rocml.org/dossier-kurdes/>

"Le peuple kurde, cible de toutes les forces réactionnaires" :

La Voix des Communistes, n° 26 - <http://rocml.org/wp-content/uploads/2019/09/VDC26-septembre2019-final.pdf>

"Solidarité avec le peuple kurde en lutte pour ses droits nationaux et démocratiques" :

La Voix des Communistes, n° 25 - <http://rocml.org/wp-content/uploads/2019/04/VDC25.pdf>

"Avec le Rojava. Pour une Syrie libre, confédérale et démocratique"

La Voix des Communistes, n° 23 - http://rocml.org/wp-content/uploads/2018/03/VDC23_web.pdf

Les numéros précédents :



Sommaire

Le 52e Congrès de la CGT
La question de la violence
L'impérialisme aujourd'hui
Le peuple kurde
cible de toutes les forces réactionnaires



Sommaire

Le capitalisme souffre du coronavirus
Mais le fléau ultime, c'est le capitalisme lui-même
S'organiser politiquement en tant que prolétariat
Par la lutte et pour la lutte
Aucun « confinement » pour la lutte de classe !
Mobilisation populaire au Chili
Bolivie:
La vanité des espoirs réformistes
Quand le mouvement marxiste-léniniste est dans les limbes
les aberrations fleurissent
Nexhmije Hoxha
Une grande combattante du communisme n'est plus
Hommages
à des camarades disparus



ROCML, A propos du mot d'ordre de nationalisation

ROCML, La multiplication des conflits armés dans le monde et notre engagement pour la paix

ROCML, Les droits nationaux et démocratiques des peuples

ROCML, Notre combat : arracher le prolétariat à la domination bourgeoise

L'organisation et l'Internationale communiste

Les mensonges sur l'histoire de l'Union Soviétique

La grande conspiration contre la Russie Soviétique

Le soi-disant testament de Lénine

Enver HOXHA, L'eurocommunisme c'est de l'anticommunisme

Josef STALINE, Premier mai 1912

<http://rocml.org/librairie/>

L'ensemble des numéros parus à lire sur notre site: <http://rocml.org/vdc-2/>

Dans la rubrique "Dossiers"
<http://rocml.org/dossiers>

Dossier sur le Réformisme



« Les hommes ont toujours été et seront toujours en politique les dupes naïves des autres et d'eux-mêmes, tant qu'ils n'auront pas appris, derrière les phrases, les déclarations et les promesses morales, religieuses, politiques et sociales, à discerner les intérêts de telles ou telles classes. Les partisans des réformes et améliorations seront dupés par les défenseurs du vieil ordre de choses, aussi longtemps qu'ils n'auront pas compris que toute vieille institution, si barbare et pourrie qu'elle paraisse, est soutenue par les forces de telles ou telles classes dominantes. »

(Lénine, « Les trois sources et les trois parties constitutives du marxisme », 1913)

<http://rocml.org/dossiers/dossier-reformisme/>

Dossier sur la lutte du peuple kurde



Ce dossier rassemble une série de textes du ROCML (mais pas que), éclairant la lutte du peuple kurde pour ses droits démocratiques et sur le projet d'une Syrie démocratique déjà en application en ROJAVA. Il présente notamment une interview - effectuée en février 2019 - de Cemil Bayik, membre fondateur du PKK et coprésident du conseil exécutif du Koma Civakên Kurdistan (KCK).

<http://rocml.org/dossiers/dossier-kurdes/>

Rassemblement Organisé des Communistes Marxistes Léninistes
roc.ml@laposte.net
<http://rocml.org/>